

sem23-18

besancon.....	2
Besançon : Le maton mis K.O.....	2
Besançon : Gendarmes assassins, cathos complices.....	2
canada.....	3
Canada : Nouvelles arrestations à Hamilton et à Montréal pour la balade saccageuse sur Locke Street – 31 mai 2018.....	3
ecrouves.....	4
Ecrouves, France : L’incendie du quartier disciplinaire paye !.....	4
france.....	5
Châlons-en-Champagne, France : La machine à juger.....	5
France : Anarchistes à la barre.....	5
Des mauvais moments pour les bleus (fin-mai 2018).....	7
italie.....	12
Italie : NO TAP, retour sur une année de lutte.....	12
lille.....	14
Lille : Stop au spécisme – épisode 3.....	14
loire-atlantique.....	15
Verout (Loire-Atlantique) : Un week-end prolongé en cadeau aux collegiens.....	15
lyon.....	15
Vaulx-en-Velin (Rhône) : Vengeance contre la flicaille.....	15
marsanne.....	16
Marsanne, France : Le prix d’une éolienne.....	16
montpellier.....	16
Montpellier : « Zéro blabla... ».....	16
nicaragua.....	17
Different Currents in the Nicaraguan Insurrection.....	17
nimes.....	23
Nîmes et Rouen : Aujourd’hui, le bus ne passe pas.....	23
palaiseau.....	24
CRA de Palaiseau : Ils n’arrivent pas à sortir, mais.....	24
paris.....	24
Pour un retour critique sur la manifestation du 26 mai.....	24
Notes.....	26
Ces étudiant-e-s sont en colère : leur réaction va vous surprendre !.....	26
Une visite de courtoisie à la Station F aux cris de « Tout le monde déteste la start-up nation ».....	27
roybon.....	29
Opération de la gendarmerie à Roybon.....	29
Roybon (38) : Impressionnante opération de la gendarmerie sur la Zad.....	29
saint-brieuc.....	30
Saint-Brieuc (Côtes-d’Armor) : La sortie nature pour regagner la liberté.....	30
saint-té.....	30
course poursuite à la ric'... « plus un centime de sentiment ».....	30
strasbourg.....	31
Strasbourg : Se venger de cette société d’opulence et de fric.....	31
Trento.....	32
Rovereto (Trento), Italy – (Failed) attack on Adecco, accomplice of TAP.....	32
valence.....	32
Valence (26000) centre pénitentiaire Les véhicules des matons crament.....	32
walbach.....	33
Walbach, France : Les citoyennistes, collabos de l’empoisonnement normé de nos vies.....	33
zad.....	33
Nantes, France : Un zadiste prend un an de taule – Jeudi 17 mai 2018.....	33
Lettre aux comités locaux et à toutes celles et ceux qui aimeraient comprendre où on en est sur la ZAD.....	34
La ZAD est morte.....	38
Suite à la signature de 15 conventions sur les terres de la zad et à propos des enjeux à venir.....	39
D81- Chicane de bitume ou dos d’âne ?.....	40

besancon

Besançon : Le maton mis K.O.

L'Est Républicain / Vendredi 1er juin 2018

La scène s'est déroulée entre les quatre murs d'enceinte de la maison d'arrêt de Besançon, ce samedi, à l'heure de la promenade. Un détenu a frappé de manière très soudaine un surveillant pénitentiaire, qui lui demandait comme c'est l'usage au sein de la prison, sa carte de circulation. L'agresseur, qui ne l'avait pas en sa possession, n'a visiblement pas apprécié la situation. **Son coup de poing, sec, puissant, a surpris la victime, qui s'est retrouvée groggy.**

Le détenu récalcitrant a été présenté aux juges bisontins, ce lundi après-midi, dans le cadre d'une comparution immédiate. Il écope d'un mois de prison supplémentaire, auquel s'ajoutent six mois avec sursis, pour violences volontaires, outrages et rébellion, le tout en récidive.

Besançon : Gendarmes assassins, cathos complices

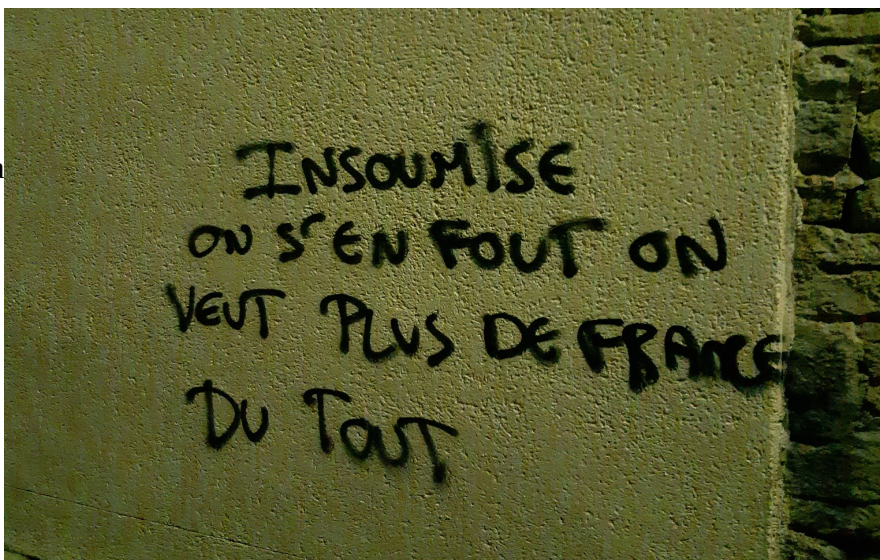
L'Est Républicain / jeudi 7 juin 2018

Il y a un an, presque jour pour jour (c'était le 15 juin 2017), des tags avaient sali les murs vénérables de la cathédrale Saint-Jean.

Nouvel épisode, tout aussi peu artistique et également imbécile, découvert ce jeudi matin sur ces mêmes murs. En caractères verts, moins gros que l'an dernier, sont écrits ces mots : « **Gendarmes assassins, cathos complices** ».

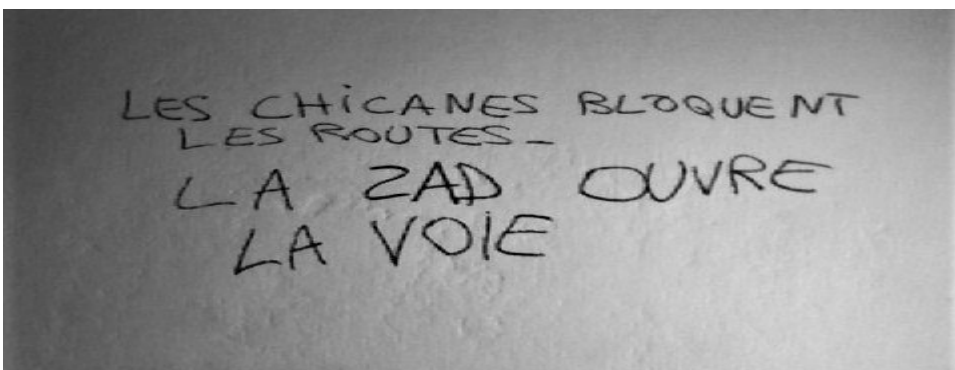
Difficiles à décoder. [peut-être que les journaliste.s ne connaissent pas

les histoires de Remy Fraisse, d'Adama Traoré, d'Angelo Garand et de tant d'autres, ainsi que de tou.te.s les blessé.e.s par les GM... NdAtt.]





En 2017, c'était, disons, peut-être plus clair, mais tout aussi délictuel : « Nos vies, nos corps nous appartiennent », et « A bas la charité, vive la solidarité »,
 Les auteurs n'assument pas leurs propos, puisqu'ils opèrent de nuit, à la sauvette.
 L'an dernier encore, des tags avaient vandalisé l'église Saint-Martin des Chaprais et l'église Saint-Joseph, avenue Villarceau.



*D'autres tags sont apparus en ville
 (source : La rue ou rien) :*

canada

Canada : Nouvelles arrestations à Hamilton et à Montréal pour la balade saccageuse sur Locke Street – 31 mai 2018

[Cette deuxième vague répressive pour l'émeute de Locke Street (voir [ici](#) et [là](#)) intervient après l'arrestation et l'incarcération de [Cedar](#). Il est sorti de prison mais fait l'objet de mesures coercitives de la part de la justice, NdSAD]

Nouvelles arrestations à Hamilton et Montréal : mises-à-jour et appel à soutien

Nous écrivons ceci juste pour faire une mise-à-jour rapide sur la situation qui évolue très vite à [Hamilton](#), territoires traditionnels des peuples Chonnonton, Anishinabeg, et Haudenosaunee. Depuis hier, 31 mai, trois

autres personnes ont été arrêtées en lien avec la dénommée émeutes de Locke Street: l'une d'entre elles a été ramassée par le SPVM à Montréal et transférée en avion à Hamilton, où elle a été placée en GAV en attente d'une audience préliminaire. Les deux autres ont été arrêtées à Hamilton. L'une d'elles a déjà été libérée sous caution et une autre réapparaîtra lundi. De plus, la police a libéré trois autres personnes contre lesquelles elle a porté des accusations et cherché à les arrêter. Les accusations portées contre les six personnes comprennent des « dommages à la propriété », « d'attroupement illégal masqué » et diverses accusations de « complot » et de « conseils en vue de commettre ces méfaits ».

En tant qu'anarchistes, nous voulons être clair sur le fait que nous nous opposons à tout acte de répression ciblant celles et ceux qui résiste à l'oppression et à l'exploitation. La police et les prisons ne font rien pour remédier aux injustices fondamentales de cette société et enfermer des gens dans des cages est une horrible chose à faire. Ces systèmes continuent à accorder une plus grande valeur à la propriété qu'aux corps des gens. Solidarité avec toutes les personnes accusées, indépendamment de leurs accusations, et nous appelons tout le monde à apporter leur soutien à ces six inculpées. C'est une multitude d'accusations et un lourd fardeau, autant sur le plan émotionnel que matériel. En ce moment, nous accordons la priorité sur les libérations sous caution, ce qui a coûté jusqu'à présent environ 2000 dollars par personne (parce que la justice, n'est-ce pas?). Nous avons horreur de réclamer une nouvelle fois de l'argent de manière si rapide, mais le contrecoup contre les anarchistes et leurs projets à Hamilton ne fait que se poursuivre et nous sommes plutôt sous pression. Si vous le pouvez, faites un don à <https://fundraising.the-tower.ca> et encouragez vos potes et compagnons à faire de même.

Nous continuerons à publier des mises-à-jour au fur et à mesure qu'elles apparaissent. Consultez aussi <https://north-shore.info> pour vous informer des événements et des mises-à-jour sur l'actualité locale.

Ceci dit, nous sommes un groupe assez déterminé et nous n'allons pas laisser tomber nos idées et projets face à ces attaques de l'Etat. Bien sûr, voir ses potes se faire arrêter est effrayant, mais regarder les gens se rassembler pour s'organiser et se défendre mutuellement et voir comment les accusés se tiennent avec courage et intégrité est un puissant rappel de notre force individuelle et collective.

ecrouves

Écrouves, France : L'incendie du quartier disciplinaire paye !

Écrouves, en Meurthe-et-Moselle, est un centre de détention (CD) qui fait en général peu parler de lui. Pourtant, il suffit de quelques individus déterminés pour que tout change. **Mardi dernier 29 mai, première révolte de prisonniers : « plusieurs détenus s'étaient soulevés et avaient refusé de réintégrer leurs cellules, se perchent pour certains d'entre eux armés de pierre sur un préau », nécessitant l'intervention des gros bras des ERIS pour les faire redescendre. La nuit suivante, mercredi, trois d'entre eux placés en quartier disciplinaire (QD) l'ont tout simplement incendié, l'un d'eux ayant même « sans scrupule contacté les agents par interphone afin de les avertir qu'il encourageait vivement ses codétenus à mettre le feu », selon le syndicat de matons FO, qui dénonce littéralement dans un tract « le comportement de ces vermines ».**

Résultat ? Les quatre prisonniers présents au quartier disciplinaire ont été remis dans des cellules ordinaires en régime contrôlé, puisque suite à l'incendie, toutes celles du quartier disciplinaires sont hors d'usage, et que plus personne ne pourra y être puni pour un bon bout de temps. Entre la vermine minoritaire qui crame les culs-de-basse-fosse de la démocratie, et les esclaves organisés si propres sur eux avec lesquels la majorité rêve tant de converger, il n'y a pas photo. Quoi qu'en disent les syndicalolâtres de la Commune Libre de Tolbiac ou du CMDO.

[Reformulé de la presse, 30.05.2018]

Châlons-en-Champagne, France : La machine à juger

Quand on pense à la machine à juger, outre les bâtiments à raser au sol, les humains qui viennent spontanément en tête sont plutôt les procureurs, les juges, les greffiers, les experts, les traducteurs, les spécialistes universitaires du droit, les journalistes ou les politiciens qui défendent la machine à juger et punir etc... mais les avocats ? Ben non, eux ils défendent les gens ? Tu veux dire quand ils n'enfoncent pas leur client, ou quand ils n'enfoncent pas un autre prévenu pour sauver le leur, ou quand ils n'invoquent pas la supériorité d'un droit face à un autre, ou quand ils n'invoquent pas l'innocence pour mieux blâmer les illégalismes, ou quand ils ne te défendent pas correctement juste en fonction de combien tu les paies etc. ?

Il y a quelques jours, on a appris une nouvelle étonnante (ignorants que nous sommes). Dans la bonne ville de Châlons-en-Champagne (Marne), on manque de juges professionnels depuis des mois (faute de remplacements), trois sur quinze précisément. Ce qui provoque des reports d'audiences à la chaîne. Une bonne occasion, pensez-vous, pour que les avocats exigent des relaxes par principe, des remises en liberté des incarcérés en préventive, ou tout simplement des annulations de procès faute de respect de « délais raisonnables ». Que nenni ! C'est oublier que les avocats font aussi entièrement partie de la machine à condamner, et qu'ils croient dur comme fer en la justice, ou en tout cas au « droit » d'être jugé (sic).

C'est ainsi qu'à Châlons-en-Champagne, ils ont dépoussiéré l'article L212-4 du code de l'organisation judiciaire, qui prévoit que les avocats peuvent être appelés à suppléer les juges pour compléter le tribunal de grande instance lors des audiences collégiales tant que les magistrats professionnels restent majoritaires dans la formation de jugement. Et comme « une peine prononcée des mois après les faits n'a plus de sens », selon Me Simon Couvreur, bâtonnier de Châlons-en-Champagne (sa tronche ci-contre, NdSAD), il a organisé un planning d'avocats volontaires pour se glisser dans la robe d'un magistrat. Quinze avocats se sont ainsi portés volontaires et sans rémunération pour faire les juges sur onze audiences au total, du 4 avril et le 11 juillet.

La prochaine fois que tu croises un avocat, n'oublie jamais qu'il peut aussi être juge... dans la forme comme dans le fond.

[Reformulé de la presse, 23.05.2018]

France : Anarchistes à la barre

Face aux courants autonomes qui ont souvent défendu qu'on pouvait faire et dire ce qu'on voulait en matière de procès, parce que ce n'est « qu'un théâtre », ou des appels qui y pratiquent régulièrement la connivence (comme le jour de la reconstitution sur place au procès de Tarnac), certains anarchistes défendent depuis longtemps qu'un procès c'est aussi un moment de (la) lutte, et que ne pas se renier et garder son éthique est, en tout cas, le minimum, même face à cette adversité. Ces derniers mois à Paris -pour ne pas rallonger avec les procès de Bure ou de Nantes-, des compagnons ont ainsi choisi la voie d'un silence tenace (Krem, procès keufmobile incendiée), d'autres un silence explicatif (premier procès machine à expulser, avec silence oral et texte écrit distribué au tribunal), et d'autres encore une parole conflictuelle (Damien au procès balade sauvage loi travail, X. au procès des [Brèves du désordre](#)) voire encore une désertion pure et simple de l'audience (différents procès). Bref, s'il existe plusieurs possibilités, se renier ne fait apparemment pas partie du jeu pour nombre d'anarchistes.

Ces derniers jours, d'autres petits signes conflictuels du même genre sont apparus, et nous les signalons ici parce qu'ils font plaisir :

* à l'audience du procès des « trois de Briançon » à Gap ce matin 31 mai, qui se tient sous forte pression du racket citoyenniste, les contrôles judiciaires ont été levés et l'audience renvoyée au 8 novembre, puisque les

avocats ont soulevé une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) sur le délit qui leur est reproché. Chacun des prévenus ? Et bien non, parce que l'une d'entre elle, Eleonora, a tenu à affirmer sa propre cohérence éthique. Ainsi, selon la presse, « L'avocat de la jeune Italienne, Me Philippe Chaudon, a indiqué en ouverture du procès qu'il ne soulèvera pas pour sa part cette QPC, selon le souhait de sa cliente, anarchiste et n'accordant pas sa confiance à une décision du Conseil constitutionnel. »

* aux audiences parisiennes du mercredi 30 mai (c'étaient des reports de comparution immédiate) concernant des individus chopés le 1er mai, se sont passées plusieurs petites choses (d'après la presse) qu'on peut souligner, notamment parce que les grands communiqués anti-répressifs et unitaires passent généralement sous silence le côté combatif de camarades/compagnon.nes.s, au profit de paquets globaux au ton victimiste (il ne faudrait en effet surtout pas distinguer les uns des autres, noooooon, à bas l'individu!).



D'un côté, il y a ainsi par exemple cet inculpé qui comparaît libre, Olivier, et qui tout en refusant de s'exprimer à la barre a lu un texte (c'est donc possible ?) dans lequel il se serait permis d'affirmer en passant : « Je n'ai jamais eu l'intention de m'en prendre à qui que ce soit » (chopé avant la manif, il avait trois petites masses et deux ciseaux dans son sac). Chacun en pensera ce qu'il en veut. Rappelons tout de même que l'accusation principale contre tou/te/s est justement « d'avoir participé sciemment à un groupement, même temporaire, en vue de commettre des dégradations » (jusqu'à un an et de 15 000 euros d'amende), soit un délit d'intention future (« en vue de ») basé sur des éléments qu'on a en sa possession (vêtements sombres, masque, gants, ou outils comme un marteau, des clé allen, etc).

De l'autre côté par contre, il y a ces deux copines qui, elles, comparaissaient détenues et n'ont pas renié leurs idées, chacune à sa façon : « Je suis une militante anarchiste. Je suis contre le fichage généralisé. Je suis allée à la manifestation pour mes opinions politiques.

Je n'ai rien d'autre à dire... », assume Chloé pour défendre ses refus de signalétique et sa présence, tout en précisant s'habiller comme ça « tous les jours » parce que « tant qu'il y a du noir, il y a de l'espoir », à propos de sa tenue sombre portée le 1er mai. « Ce que vous appelez dégradation, j'appelle ça action politique » défendra pour sa part la seconde copine, Maryam, depuis le box.

Les délibérés des dossiers où les inculpé.e.s comparaissaient non détenu.e.s ont été renvoyés au 9 juillet, et quatre autres dossiers à une date ultérieure de procès faute de temps. Quant aux deux copines pour lesquelles le verdict a été rendu sur le moment (vu qu'elles sont en zonz depuis un mois), Chloé a été entièrement relaxée au bénéfice du doute (pour les refus signalétique/ADN et pour la « participation à un groupement »), et Maryam a pris 1 mois ferme (sa détention préventive) et 4 mois avec sursis, et sort donc également de zonz !

Avis aux amateureuses, c'est un exemple de plus -loin des petits calculs et des stratégies honteuses visant à « prendre le moins possible »-, qu'il n'y a pas de règles ou de recettes en matière de verdicts, ni dans un sens ni dans l'autre (en tout cas à hauteur de ce genre de procès et de délits, et de casiers judiciaires pas bourrés à craquer) : on peut l'ouvrir,

garder son éthique et défendre ses idées et certainement prendre plus, mais on peut aussi être combative et... être acquittée (le proc avait demandé six mois de prison dont cinq avec sursis contre Chloé) ! Mais quel que soit le résultat, on sera en tout cas au moins resté un peu soi-même...

Des mauvais moments pour les bleus (fin-mai 2018)

Montbéliard (Doubs) : Des surprises pour les flics et le journaflic

L'Est Républicain / samedi 19 mai 2018

À défaut du tapage nocturne pour lequel elle avait été requise quartier de la Petite-Hollande, la patrouille de police a trouvé quinze individus embusqués qui l'ont accueillie par des jets de pavés.

Ça s'appelle un guet-apens. Difficile de trouver un autre nom pour évoquer ces violences urbaines qui ont eu pour théâtre la rue Mozart, quartier de la Petite-Hollande à Montbéliard.

Il est un peu plus de 2 h du matin samedi. La police est appelée pour « un tapage nocturne important », selon le requérant, dans un immeuble de la rue Mozart.

Une patrouille de police composée de trois fonctionnaires se rend sur place. Pas un bruit. L'immeuble est calme. Pas une lumière allumée. Les gens dorment. Disposant du nom du locataire qui a avisé un peu plus tôt le commissariat, la police sonne à son domicile. Et le tire de son sommeil. D'une part, il n'a jamais appelé la police. D'autre part, le numéro de téléphone laissé par le requérant au commissariat n'est pas le sien. Fermez le ban.

Un appel fantaisiste ? Une plaisanterie ? Pas vraiment.

Alors que les policiers quittent l'immeuble, ils sont pris pour cible par une quinzaine d'individus embusqués. Profitant de la pénombre et de l'effet de surprise, ils attaquent la patrouille à coup de cailloux et de pavés. Les policiers n'ont d'autres alternatives que de sauter dans leur voiture pour s'extraire du quartier.

Un policier a été touché à une jambe par un pavé. Il a été soigné à l'hôpital. Le véhicule tricolore a également essuyé une foison d'impacts. Une enquête a été ouverte pour tenter d'identifier les auteurs de ce guet-apens.

Faut-il y voir un rapport de cause à effet ? Un rapport entre le guet-apens dressé aux policiers rue Mozart et la couverture journalistique de l'événement ? Peut-être. Peut-être pas. Demeurent les faits.

Samedi à 18 h, un reporter photographe de l'Est Républicain se déplace quartier de la Petite-Hollande au volant d'une voiture siglée. Il se gare rue Mozart et prend ses photos. Deux minutes plus tard, il reprend le volant. Les pneus latéraux sont à plat. Lacérés par au moins six coups de couteau. C'est le constat du dépanneur appelé pour prendre en charge le véhicule.

La Ricamarie (Loire) : Vengeance !

France Bleu / dimanche 3 juin 2018

De nouveaux véhicules ont été incendiés dans la nuit de samedi à dimanche à La Ricamarie et au Chambon-Feugerolles, 24 heures après des incidents similaires, où dix véhicules avaient pris feu. Ces incendies volontaires seraient liés à l'accident grave d'un conducteur de quad vendredi.

Son engin a heurté le parapet d'un pont, l'homme a basculé par-dessus avant d'atterrir plusieurs mètres en contrebas, à proximité des voies de chemins de fer. Selon les autorités, le conducteur de ce quad tentait d'échapper à un contrôle de police. Il ne portait pas de casque et son quatre roues n'avait pas de plaque d'immatriculation. Après avoir accéléré dans un virage, il a perdu le contrôle de son engin.

C'est ce qui explique sans doute la colère de certains habitants. Dans la nuit de vendredi à samedi, les pompiers ont été appelés pour plusieurs départs de feu, avant que cela ne recommence la nuit dernière. Lors de la première nuit d'incidents, trois personnes ont été interpellées dont un mineur de 16 ans qui sera convoqué devant la justice.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une nouvelle personne a été arrêtée. **Les forces de l'ordre ont essuyé des jets de projectiles.** Les policiers de la Brigade anti-criminalité sont venus en renfort et resteront sur place la nuit prochaine.

Le maire de la commune, Cyrille Bonnefoy, a dénoncé les « *agissements de quelques uns qui desservent les intérêts communs* ». Le Parquet a ouvert une enquête.

Albi : Guerre aux flics et gros dégâts

100% radio / vendredi 25 mai 2018

Ce sont de vives tensions qui ont éclaté dans la nuit entre 22h et 1h du matin.

Une centaine de jeunes ont voulu en découdre avec les forces de l'ordre. Les policiers ont été pris dans des guet-apens alors qu'ils intervenaient pour des feux de poubelles et de véhicules. Les individus voulaient affronter les policiers munis de projectiles : boules de pétanque, marteaux et pistolets à air comprimé.

Pas de blessé mais **de gros dégâts, notamment sur le parking de la société Orange et au siège de la CCI du Tarn. Une dizaine de véhicules est partie en fumée.**

Il a fallu les renforts du commissariat de Carmaux et des gendarmes.

Ces violences seraient en lien avec une importante saisie de cocaïne pure réalisée ce jeudi dans un appartement d'Albi. Une saisie record de cocaïne estimée à 100 000 euros.

L'homme, qui stockait cette drogue, vient d'être condamné à un an de prison ferme et un an avec sursis. Il a été écroué.

Calais : Contre les frontières et leurs chiens de garde

La VDN / lundi 28 mai 2018

Samedi vers 19 h 45, **trois policiers en patrouille au Beau-Marais aperçoivent quatre migrants coupant la bâche d'un poids lourd** sur le parking du magasin Carrefour dans le quartier de Beau-Marais. **Ils sont alors pris à partie par une quinzaine de migrants. Pendant cet échange, une policière aurait été violemment frappée par l'un d'entre eux. Les deux autres policiers ont été légèrement blessés.**

Après avoir pris la fuite, les quatre migrants ont été placés en garde à vue. De son côté, la policière s'est vue prescrire six jours d'ITT. Durant son audition, l'auteur présumé des coups portés à la policière refusera de parler. Impossible de connaître sa nationalité. Les fonctionnaires de police parviendront à connaître sa langue : le Konso, dialecte seulement parlé par quelque 300 personnes en Érythrée.

Faute d'interprète, il sera relâché par la police, malgré une vidéo de la scène. Parmi les personnes arrêtées, deux seront quand même jugées en comparution immédiate dans les prochains jours. Pour Ludovic Hochart du syndicat UNSA, il s'agit d'une « *situation scandaleuse* ».

Reste que de son côté, le parquet de Boulogne-sur-Mer rappelle que « *le code de procédure pénale n'autorise pas à juger une personne avec une langue qu'elle ne comprend pas. On ne peut pas contourner la loi* ».

Grenoble : Un comité d'accueil pour les CRS devant leur caserne

Le Dauphiné Libéré / mardi 22 mai 2018

Les CRS en repos violemment agressés lundi vers 20 heures par un groupe de jeunes à proximité des locaux de la Compagnie républicaine de sécurité 47, situés avenue Rhin-et-Danube à Grenoble, sont-ils tombés dans un guet-apens les visant directement en tant que policiers ? Outre les investigations menées pour identifier les auteurs, c'est la question à laquelle les enquêteurs de la Sûreté départementale cherchent actuellement à répondre. Pour François Nedelec, délégué auprès de la CRS 47 appartenant au bureau régional du syndicat de police "Alliance", la réponse est "oui", sans l'ombre d'un doute : « Mes collègues sortaient de la CRS 47. Ils

étaient en civil mais nul ne pouvait ignorer à ce moment-là qu'il s'agissait de policiers », affirme-il. Selon les premiers éléments dont il dispose, **deux CRS auraient d'abord été insultés par des jeunes à scooter qu'ils ont tenté d'intercepter. Ceux-ci seraient alors allés prévenir leurs amis dans le quartier Mistral tout proche avant de revenir et de narguer les deux policiers pour les attirer un peu plus loin. Les deux CRS auraient alors vu surgir plusieurs dizaines d'individus de toutes parts avant d'être projetés au sol et frappés à coups de pied, de poing mais aussi de casque de moto. Plusieurs de leurs collègues seraient alors intervenus et auraient pris part à la bagarre pour faire fuir les agresseurs.**

Bilan de ce passage à tabac : un CRS a été gravement blessé et conduit au CHU Grenoble Alpes où il se trouvait toujours mardi ; un autre, plus légèrement touché, a été transporté à la clinique mutualiste d'où il est ressorti depuis et trois autres, souffrant de multiples contusions, ont refusé leur transport par les sapeurs-pompiers.

Mais malheureusement il y a eu des interpellations

France3 / jeudi 24 mai

Un jeune homme de 21 ans, habitant du quartier Mistral à Grenoble, sera déféré au parquet ce vendredi 24 mai 2018. Il devrait être mis en examen pour violence avec arme sur personne dépositaire de l'autorité publique.

Le jeune homme avait été interpellé mercredi, deux jours après les violences qui ont conduit deux CRS à l'hôpital. [...]

France Bleu / jeudi 24 mai

Trois personnes ont été interpellées tôt ce jeudi matin dans l'agglomération grenobloise, en plus de celle déjà arrêtée mercredi après-midi.

« L'enquête continue. Nous espérons en interpellier davantage parce qu'apparemment ils étaient nombreux, environ une trentaine de personnes », précise Valérie Mourier [sa gueule ci-contre; NdAtt.], responsable du syndicat de police Alliance en Isère. La policière grenobloise s'inquiète des agressions récurrentes envers les policiers.

« C'est inadmissible », affirme-t-elle à l'antenne de France Bleu Isère à 7h50 ce jeudi.

« C'est bien beau d'interpeller mais derrière, il faut une réponse de la justice qui soit vraiment très forte pour que cela cesse », poursuit Valérie Mourier. Les fonctionnaires de police sont régulièrement attaqués, preuve d'un climat « anti-flics » qui ne faiblit pas selon la policière.



Etampes (Essonne) : On canarde toutes les uniformes

Le Parisien / mardi 29 mai 2018

Un guet-apens. Ce lundi, rue Etienne-Guettard à Etampes, **les pompiers ont été visés par un jet de mortier et un projectile. Ils avaient été appelés pour un incendie volontaire d'un conteneur poubelle déposé à un endroit nécessitant de s'aventurer dans ce secteur sensible.** Face à cette agression les soldats du feu, qui ont rapidement circonscrit l'incendie, **ont appelé les policiers en renfort. Eux aussi ont été la cible d'un caillassage, mais aussi de tirs de mortier dans leur direction.** Aucun blessé n'est à déplorer parmi les fonctionnaires.

Toulouse : Affrontements avec les flics

Actu.fr / mardi 29 mai 2018

Il était environ 0h50, dans la nuit de lundi 28 à mardi 29 mai 2018, quand un véhicule Seat Ibiza a pris la fuite en direction d'Empalot via le périphérique, suite à un refus d'obtempérer, près de la place de l'Ormeau, à Toulouse.

Plusieurs équipages ont alors convergé pour intercepter ce véhicule. L'Ibiza a finalement été abandonnée avenue Jean Moulin, quartier Empalot, à Toulouse. Et son conducteur a pris la poudre d'escampette, s'enfuyant en courant.

Les forces de l'ordre ont ensuite tenté d'interpeller cet individu, et c'est alors que la tension est montée d'un cran. Selon le syndicat Unité SGP Police F.O., les policiers sont tombés dans un véritable guet-apens : » Ils se sont retrouvés **confrontés à une trentaine de jeunes du quartier, cagoulés, qui leur lançaient des projectiles et s'opposaient à leur progression, venant même au contact direct avec les fonctionnaires.** » Les policiers ont dû utiliser « des moyens de dégagement », des grenades lacrymogènes, pour parvenir à s'extirper. Ces échauffourées n'ont pas fait de blessé. Et il n'y a pas eu, non plus, d'interpellation.

Sarcelles (Val-d-Oise) : Nique les flics et les balances !

Actu.fr / jeudi 28 mai 2018

Jets de projectiles, usage de lacrymogène. L'interpellation de deux individus a viré aux violences urbaines, dimanche 27 juin, à Sarcelles. Tout commence vers 18h45. Les policiers sont alertés après que des individus ont été repérés en train d'essayer de voler un vélo. Un habitant, qui a tenté de s'interposer, a été frappé au visage par l'un des jeunes qui ont ensuite pris la fuite.

Sur place, les fonctionnaires découvrent la victime, âgée de 48 ans, blessée à la pommette. Celle-ci monte dans la voiture de police qui prend la direction de l'avenue Paul-Valéry où est repéré un groupe d'individus. Parmi eux, la victime identifie son agresseur et auteur de la tentative de vol de vélo. Les policiers décident de procéder au contrôle du suspect qui à leur vue prend la fuite.

Rattrapé par les membres des forces de l'ordre, le jeune homme se débat et hurle. **Interviennent alors plusieurs individus qui lancent des projectiles sur les fonctionnaires avant de s'interposer à l'interpellation.** Les agents font usage de gaz lacrymogène pour disperser les jeunes qui prennent la fuite. L'un d'eux sera interpellé à son tour quelques instants plus tard identifié grâce à coiffure, un trait rouge barrant ses cheveux. Les deux interpellés, âgés 18 et 16 ans ont été placés en garde à vue pour tentative de vol de vélo et violences pour le premier, et violences volontaires en réunion et rébellion pour le second.

Courcouronnes (Essonne) : Le bleu KO

Le Parisien / lundi 21 mai 2018

Le contrôle routier a viré à l'émeute dimanche soir, place des Copains-D'abord à Courcouronnes. **Une patrouille de police a tenté d'intercepter un jeune qui circulait sur un motocross. [...] Rapidement, les quatre fonctionnaires de police se retrouvent entourés par au moins une dizaine de jeunes. Les pierres et les bouteilles se mettent à pleuvoir** si bien que les agents sont obligés d'utiliser des bombes lacrymogènes et les flash-balls. **L'un des policiers est atteint par une bouteille puis il reçoit un violent coup de poing derrière la tête. Mis KO, le gardien de la paix chute lourdement et se fracture la cheville.**

A l'arrivée des renforts, les jeunes se dispersent. La moto est récupérée mais le jeune qui circulait sur le deux-roues parvient à prendre la fuite. Le fonctionnaire est conduit aux urgences du Centre hospitalier sud francilien de Corbeil-Essonnes. **L'étude des bandes de caméras de vidéosurveillance permet aux enquêteurs de repérer plusieurs auteurs de troubles.**

Deux mineurs âgés de 14 et 15 ans sont interpellés par la brigade anticriminalité. « Ils ont été interpellés parce qu'ils étaient présents sur les lieux. Leur rôle doit désormais être déterminé par l'enquête » explique-t-on au

parquet d'Evry.

Un prélèvement ADN a notamment été effectué sur la tête du policier à l'endroit où il a été frappé à coups de poing pour identifier l'agresseur. Un autre fonctionnaire a lui été plus légèrement blessé au bras. Un bilan qui illustre les propos de Christian Toussaint du Wast du syndicat Alliance : « Nous nous retrouvons face à des individus déterminés qui viennent là pour mettre des flics au tapis. Dans ce genre de situation, nous nous trouvons rapidement en nombre insuffisant. » Ce lundi soir, la présence policière autour de cette place des Copains d'abord était à nouveau importante pour prévenir tout nouveau débordement.

Chanteloup-les-Vignes (Yveines) : Les flics courent par-ci par-là

Le Parisien / mercredi 23 mai 2018

Nuit agitée dans la cité de la Noé à Chanteloup-les-Vignes. Durant la nuit de mardi à mercredi, **les policiers ont été pris pour cible à plusieurs reprises par des jeunes** du quartier qui voulaient en découdre. **Peu après minuit, alors que les fonctionnaires intervenaient en compagnie des pompiers pour un feu de poubelles, une soixantaine de jeunes gens ont chargé en direction des forces de l'ordre qui ont essuyé une pluie de projectiles.**

Les policiers ont dû utiliser leur armement de défense pour disperser les assaillants. Ces derniers se sont regroupés plus loin. Ils ont alors **confectionné des barrages au milieu de la chaussée à l'aide d'ordures ménagères, de détritiques et de poubelles.** À la suite de l'arrivée de renforts, les forces de l'ordre ont pu rétablir la circulation. Le quartier a retrouvé son calme vers 1 h 30. Aucune personne n'a été blessée mais plusieurs véhicules ont été endommagés. **Deux boules de pétanque et plusieurs pierres de ballast SNCF, jetées sur les policiers,** ont été conservées pour les besoins de l'enquête.

Toulouse : Il ne se rend pas et envoie cinq flics à l'hosto

Le Parisien / jeudi 17 mai 2018

Cinq policiers ont été légèrement blessés mercredi à Toulouse (Haute-Garonne) alors qu'ils tentaient de contrôler les passagers d'un véhicule à proximité d'un point de trafic de stupéfiants.

Les fonctionnaires ont été hospitalisés à titre de contrôle pour des douleurs aux cervicales, au poignet et au genou notamment. Quatre ont dû cesser leur service, mais aucune information n'a été communiquée sur de possibles ITT.

Refusant de se soumettre au contrôle, le conducteur a renversé un des fonctionnaires, avant de prendre la fuite au volant de son véhicule, indique un communiqué de Didier Martinez, secrétaire régional Unité SGP Police FO.

Le fuyard a ensuite percuté un véhicule de police qui arrivait en renfort et dans lequel se trouvaient quatre autres fonctionnaires.

Le passager de la voiture, âgé de 36 ans, a été immédiatement arrêté, mais le conducteur, âgé de 25 ans, conduisant sans permis et sans assurance, a tenté de s'échapper en courant. Il a été interpellé un peu plus tard, non sans s'être rebellé selon le syndicat de police.

Ces faits se sont produits à la Reynerie, un des quartiers du Grand Mirail classés en zone de sécurité prioritaire (ZSP). Des échauffourées y ont opposé mi-avril des groupes de jeunes gens aux forces de l'ordre [...]

Rouen : Le contrôle de routine et la solidarité

France 3 / dimanche 27 mai 2018

La scène a eu lieu rue Marie-le-Masson au Havre ce vendredi 25 mai 2018. Un équipage de police contrôle un individu en possession de cannabis. **Cette personne aurait appelé des amis et c'est à ce moment là que tout aurait dégénéré. Les policiers sont pris à partie et insultés. L'un des deux agents est taclé au niveau de la**

cheville. Il est blessé au talon d'Achille. Sa blessure lui vaut 45 jour d'ITT.

Trois personnes ont été interpellées : deux étaient encore en garde à vue samedi 26 mai, un pour outrage, et l'autre pour coup et blessure ayant entraîné une ITT sur une personne dépositaire de l'ordre public

italie

Italie : NO TAP, retour sur une année de lutte

Retour sur une année de lutte à Melendugno (région des Pouilles) dont le projet dramatique du TAP – TransAdriatic Pipeline – s'inscrit dans la lignée des zones de résistances et d'alternatives territoriale et populaire.

Chantier de Melendugno

C'est à Melendugno, petite ville du sud de l'Italie dans le Salento, que s'organise depuis plus d'une année, une lutte contre le « monstre » TAP - transadriatic pipeline.

Le projet TAP, est celui d'un gazoduc qui d'ici trois ans devrait relier le gisement gazier Shah Deniz situé en Azerbaïdjan, jusqu'au sud de l'Italie en passant par la Turquie, la Grèce et l'Albanie, soit au total 870 km de tube.

Ce méga-projet a pour objectif de trouver une alternative au gaz russe tout en continuant d'approvisionner l'Europe en méthane.

La création du gazoduc TAP, soutenue par la Banque européenne d'investissement (BEI) ainsi que par de nombreuses sociétés pétrolières internationales, semble être plus un projet d'intérêt financier entre multinationales et Etats, plutôt qu'une réelle préoccupation de la distribution du méthane vers chaque foyer européen.

C'est donc en réaction à la destruction de leurs terres ainsi qu'aux mensonges de l'agence TAP, que la population de Melendugno et du Salento, depuis plus d'une année, lutte au quotidien, dans l'espoir d'empêcher l'avancement des travaux du chantier de Melendugno ainsi que la création d'un quelconque autre chantier synonyme de frénésie capitaliste, n'importe où dans le monde.



Mamme NO TAP, le 8 mars 2018

NO TAP : NÈ QUI, NÈ ALTROVE – NO TAP : NI ICI, NI AILLEURS

Ceci est le slogan du mouvement NO TAP et du collectif des MAMME NO TAP (les mamans no tap). Alors que le 17 mars 2017 commençaient les travaux du chantier à Melendugno - se résumant par le déracinement de

plus de 200 oliviers centenaires, laissant une zone morte, perforée et excessivement sécurisée - se forma dans l'urgence et par les opposant-e-s au TAP un rassemblement qui deviendra permanent.

Par de nombreux appels à manifester ainsi que des invitations à découvrir le point de rassemblement permanent (Presidio peppina-san basilio), le mouvement NO TAP a réussi petit à petit à inclure un maximum de personnes d'âges et de milieux différents. Des étudiant-e-s aux retraité-e-s, des militant-e-s aux non militant-e-s, sur la question du TAP tout le monde semble être d'accord, bien que parfois les diverses pratiques de luttes aient créées des conflits, et même une fragmentation au sein du mouvement.

Tout récemment, en avril dernier, s'est formé le collectif des MAMME NO TAP, non composé uniquement de mamans, mais aussi de sœurs, tantes ... Ces femmes luttent pour la protection du territoire afin « d'offrir une terre saine pour nos enfants », et dans l'espoir que leurs terres restent un savoir passé de génération en génération, plutôt qu'elles tombent dans les mains du système d'exploitation capitaliste.

Si le Salento est connu, c'est grâce à ces champs d'oliviers qui font partis du patrimoine de la région et qui représentent presque tout le décor du territoire, l'huile d'olive est l'une des ressources économiques les plus importantes. Détruire des champs d'oliviers devient une attaque contre la population du Salento. Le chantier en cours de Mélendugno ne sera pas le seul dans la région, plus de dix puits sont prévus en Italie, sans compter ceux qui surgiront en Albanie, en Grèce et en Turquie. Dans ce sens, la lutte devient donc globale.

Dans « ni ici, ni ailleurs » les habitant-e-s du Salento entendent agir au delà de la lutte territoriale. Les intérêts économiques entre l'Azerbaïdjan, les grandes agences pétrolières actionnaires du gisement Shah Deniz (BP : Grande Bretagne / SOCCAR : Azerbaïdjan / Snam : Italie / Total : France ...), et l'Europe sont d'une importance inestimable. La Commission européenne semble avoir oublié que financer ce gazoduc revient à soutenir les régimes autoritaires d'Azerbaïdjan, mis en place par la famille Aliyev(HeydarAliyev : 1993-2003 / Ilham Aliyev : 2003-actuellement au poste de président), ainsi que celui de la Turquie, maintenu par Erdogan depuis son élection en 2002. Précisons que ces deux Etats auront accès aux commandes centrales qui permettront la distribution -ou non- du méthane vers l'Europe.

Voilà une belle hypocrisie de la Commission européenne et de la société TAP qui en proposant une alternative au gaz russe, devient associée de deux régimes autoritaires, violeurs des droits humains.

L'entreprise TAP ajoute un mensonge supplémentaire ; celui de la création d'emplois dans le secteur, ainsi que celui du remboursement de la dette italienne. Bien difficile de croire à un quelconque coup de main financier pour sortir de la crise lorsque l'on apprend que les bureaux de l'agence TAP sont enregistrés à Baar en Suisse, et que les ouvriers actuellement présents sur le chantier de Mélendugno viennent du nord de l'Italie.



Rassemblement devant l'entrée du chantier de Melendugno

Partout où il y a une lutte il y a répression.

Les habitant-e-s et militant-e-s du secteur n'y auront pas échappée et le gouvernement italien semble même avoir mis le paquet sur la sécurité du chantier. Les flics, l'agence de sécurité privée (Almaroma), les tours et

relevés de plaques d'immatriculations des véhicules présents sur le rassemblement sont, désormais une pratique quotidienne de la digos (la BAC italienne).

En réaction à l'une des nombreuses manifestations contre le gazoduc TAP, le chantier a été transformé en une zone interdite d'accès et militairement protégée. Ce périmètre de sécurité -qui allait au delà de la superficie des travaux- s'appelait la Zone Rouge. C'est à ce moment, que les autorités ont mis en place un système de check point, afin de contrôler les habitant-e-s des maisons encerclée dans la zone. Cette action dura un mois, de novembre 2017 à décembre 2017.

La répression ne se limite pas seulement à la Zone Rouge. Actuellement et depuis un an il y a eu plus de 60 feuilles d'interdictions de territoire. Il peut être interdit de s'approcher du chantier, de la commune de Melendugno, jusqu'à la ville la plus proche Lecce, pour une période variable allant jusqu'à trois ans. C'est alors que, certaines personnes travaillant dans la commune de Melendugno ou dans la ville de Lecce, en n'ayant plus l'autorisation de circuler dans ces périmètres, se retrouvèrent du jour au lendemain dans l'incapacité de retourner à leurs emplois, d'accéder aux services publics ainsi que les services de soins.

Sur quoi se basent ces interdictions de territoire ? Sur rien ou presque rien. Sur des dénonciations déposées et validées par les flics ; une présence lors des manifestations ou seulement des insultes aux forces de l'ordre, deviennent des motifs valables pour être isolé-e et privé-e de circulation. Quoi de plus efficace pour affaiblir un mouvement naissant, que d'interdire ses lieux d'organisations et criminaliser ses actions ?

Actuellement la lutte contre le TAP souffre d'un manque de visibilité. Bien qu'il y ait eu des initiatives de soutien par d'autres mouvements ou collectifs, le projet Trans Atlantic Pipeline reste malheureusement trop inconnu des autres lieux qui s'organisent en Italie et à l'international. Un moyen efficace d'informer les curieux-euses reste donc la communication.

« Les martyr-e-s ne meurent jamais »

Pensée à Angelica "La Peppina", militante NO TAP

décédée sur le retour d'une ronde nocturne au rassemblement San Basilio

Ennemi-e-s du TAP

lille

Lille : Stop au spécisme – épisode 3

La VDN / lundi 4 juin 2018

Après avoir ciblé la [boucherie](#) de la rue Esquermoise et une [poissonnerie](#) de la rue Gambetta, des militants vegans ont cette fois visé le restaurant Canard Street, ce lundi, vers 4 h, à Lille. **La façade a été taguée d'un « Stop spécisme ». Et la vitrine a été étoilée par des jets de pierres, avec une petite dizaine d'impacts au total.** Nous avons pu regarder les images de vidéosurveillance de l'enseigne. On y voit les auteurs de ces dégradations : deux individus habillés en noir, au visage dissimulé et portant chacun une capuche. Une fois le caillassage terminé, ils se sauvent en courant. La scène dure moins de deux minutes.

Les employés de Canard Street ont récupéré quatre pierres, ressemblant à des pavés. Elles seront récupérées par la police afin de rechercher des traces d'ADN. Nicolas, l'un des deux patrons associés, va porter plainte. Il ne veut toutefois pas faire d'amalgame. « *Nous avons reçu des messages de soutien de la communauté vegan. Il ne faut pas jeter l'opprobre sur elle. Cet acte a été commis par deux extrémistes.* »

This entry was posted in [Liberté animale](#) and tagged [Canard street](#), [Lille](#), [Nord](#). Bookmark the [permalink](#).

loire-atlantique

Verout (Loire-Atlantique) : Un week-end prolongé en cadeau aux collégiens

20 Minutes / lundi 4 juin 2018

Les 1.200 élèves du collège Saint-Blaise à Vertou goûteront à un week-end prolongé ce lundi. En cause : leur établissement a été victime d'un **incendie dans la nuit de samedi à dimanche. Le feu a pris dans une poubelle, située à l'extérieur, puis s'est propagé au transformateur électrique et a un local du collège.** Résultat : « Il n'y a plus d'électricité au collège hormis le self, qui produira les repas uniquement pour Saint-Martin Saint-Joseph », annonce la directrice de l'établissement privé. Des équipements sont également endommagés.

Des travaux de remise en état doivent être envisagés ce lundi. On ignore, pour l'heure, si les collégiens pourront retourner en classe mardi.

La gendarmerie a ouvert une enquête et lance un appel à témoins pour cet incendie, qualifié de criminel. Toute personne qui dispose d'éléments est invitée à [*la fermer; NdAtt.*]

This entry was posted in [Brûle ton école](#) and tagged [collège](#), [Loire-Atlantique](#), [Verout](#). Bookmark the [permalink](#).

lyon

Vaulx-en-Velin (Rhône) : Vengeance contre la flicaille

France 3 Auvergne-Rhône-Alpes /Vendredi 1er juin 2018

La tension ne retombe pas à Vaulx-en-Velin où de sérieux incidents se multiplient depuis plusieurs semaines. Après les caillassages de bus et les règlements de comptes aux abords des écoles, **ce sont les bâtiments de la police qui sont maintenant visés.**

Cette nuit, un poste de police municipale et le commissariat de la ville, situés Mas du Taureau ont essuyé des jets de projectile [dont des engins incendiaires, NdA]. Des impacts ont été relevés ici et là sur les facades. Des vitres ont été fissurées. Des dégâts ont aussi été constatés sur une boutique d'optique dans le même quartier. Ces agissements sont attribués à un groupe de plusieurs dizaines d'individus qui auraiet (sic, NdA) voulu se vendre [sic; comprendre « se venger »; NdA] d'un contrôle de police opéré un peu plus tôt sur le conducteur d'un scooter.

La compagnie départementale d'intervention a sécurisé le quartier où les incidents ont pris fin vers 2 h du matin. Il n'y pas eu d'interpellations.

Le matin même, Hélène Geoffroy, maire PS de Vaulx-en-Velin annonçait un **plan de renforcement de la sécurité. Des mesures qui passent par l'armement de sa police municipale, la création d'une brigade de nuit et plus de caméras de vidéo-surveillance.** Elle avait justifié ces dispositions par l'escalade de la violence et une « transformation urbaine qui bouscule ce qui est enraciné ». [...]

Le Progrès / Samedi 2 juin 2018

Des jets de projectiles sur des patrouilles de police entre 22h40 et 1h du matin, deux bus TCL caillassés, une poubelle incendiée. Si la nuit n'a pas été de tout repos dans le quartier du Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin, elle a aussi été bien moins mouvementée que la nuit précédente où un magasin avait été incendié et le poste de police caillassé.

La police était présente en force, avec des renforts de CRS. La municipalité s'était également efforcée de faire passer des messages, s'appuyant notamment sur le réseau associatif pour cela. Vaulx-en-Velin est le théâtre de dégradations nocturnes depuis deux semaines. Jeudi, sa **maire, Hélène Geoffroy (PS) a annoncé que la police municipale allait dorénavant être plus nombreuses et armée.**

Déjà le week-end précédent:

Le Progrès / Lundi 28 mai 2018

[...] Sur le front des violences, **dans la nuit de samedi à dimanche, une trentaine de jeunes a pris à partie une patrouille après le contrôle du conducteur d'un scooter. La bande a lancé des projectiles sur des policiers**, qui ont riposté à l'aide de grenades lacrymogènes, ce qui a eu pour effet de disperser les assaillants.

Le lendemain, vers 19 h 30, environ trente individus ont de nouveau jeté des projectiles sur les fonctionnaires, rue Matoub Lounes. Les policiers ont refait usage de grenades lacrymogènes afin de les éloigner. **Un peu plus tard dans la soirée vers 20 h 50, une autre patrouille a été prise pour cible place Guy-Môquet.** [...]

marsanne

Marsanne, France : Le prix d'une éolienne

Ou comment enrayer efficacement la machine qui alimente ce monde....

Dans la nuit du 31 mai au 1er juin à Marsanne (Drôme), une éolienne a entièrement brûlée, une autre est partiellement endommagée. Le feu a pris vers 2h30 du matin. Ces deux éoliennes font partie d'un champ de huit éoliennes situées sur les hauteurs de Marsanne, exploité par le groupe RES. Il y en aurait pour pas moins de 2 millions d'euros de dégâts.

L'entreprise, tout comme le maire de la commune, devraient porter plainte.

[Leur presse via [Le Laboratoire Anarchiste](#)]

montpellier

Montpellier : « Zéro blabla.... »

Lengadoc.info (site faf) / Vendredi 8 juin 2018

Un établissement d'assurances visé, des affiches avec le portrait de Macron comme revendication

Un commerce a été vandalisé cette nuit en centre-ville de Montpellier. Une dégradation qui semble visiblement motivée par des raisons politiques. La police soupçonnerait des casseurs d'extrême gauche comme ceux qui ont ravagé le centre-ville à plusieurs reprises ces derniers mois.

Aux alentours de quatre heures du matin, un groupe de personnes habillées en noir et cagoulées pénètrent dans la rue Rondelet. Un témoin assiste à la scène et les remarque. Aussitôt **le groupe, composé de filles et de**

garçons attaquent à coup de marteau la vitrine d'un commerce et taguent un slogan « zéro blabla + de traca » [sic]. Pendant ce temps, d'autres collent des affiches sur la vitrine et les murs environnants en guise de revendication puisqu'on peut y lire des slogans anti-Macron.

Le commerce visé est un établissement d'assurance et bancaire.

nicaragua

Different Currents in the Nicaraguan Insurrection



From [CrimethInc.](#)

And a Look Inside an Occupied University in Managua

As even the [Russian state news service](#) admits, the ongoing revolt in Nicaragua against Daniel Ortega's government is coming largely from the left side of the political spectrum. While supporters of the authoritarian left exhort people to support "left" governments no matter what neoliberal policies they implement or how many people they slaughter, we believe that the declining fortunes of left governments throughout Latin America are not just the consequences of CIA conspiracies but also the consequence of real shortcomings of the institutional left and of government itself. Doubtless, various capitalists and state actors have their own agendas for Nicaragua and they hope to take advantage of the uprising to implement them. But ordinary people have legitimate reasons to rise up. We should identify the participants in the uprising who are pursuing goals complementary to our vision of a world without capitalism and the state, in order to direct our solidarity towards them. Otherwise, as the Ortega government attempts to retain power by brute force, the revolt will likely be hijacked by right-wing and colonial interests.

While students were discussing what demands to make in the negotiations with Ortega, Dissensus Nicaragua published a translation of the CrimethInc. text "[Why We Don't Make Demands](#)" [in Spanish](#). The negotiations have broken down. Now the crisis is intensifying, with students continuing to occupy universities while the police continue killing people and Ortega refuses to back down. In the following report, our Nicaraguan correspondent outlines some of the tensions within the uprising and presents an eyewitness report from inside one of these occupied universities.

To read anarchist perspectives from within the uprising, consult our earlier reports, [The April 19 Uprising in Nicaragua](#) and [Update from the Nicaraguan Insurrection](#).

Rebel students in Nicaragua.

Different Forces in the Revolt

I am part of the affinity group that created sosnicaraguareporte.com, in Spanish. It includes a timeline and all sorts of information. It's a good place for news. There is even a meme section!

As of this writing, over 100 people have been murdered by the state and the police in the uprising in Nicaragua. The majority have been students. On Mother's Day in Nicaragua, May 30, there was a Mother's Day march. This march broke all records for participation. The state police and Sandinista Youth attacked the march, killing 11 and injuring 79 all over Nicaragua.

We have not been able to discuss all the questions we would like to. Things are messy and changing constantly, and we are not the majority. Nevertheless, I will try to describe the situation.

We can see some tensions inside the movement. The most noticeable are the following:

The Private Sector vs. the *Autoconvocado* Movements

The *Autoconvocado* movement (the coalition of student organizers and community organizers, independent from the Coalition of Students and Representatives in the dialogue) has been supporting a general strike as a way to escalate the situation and put more pressure on the government to negotiate and stop the killings. The private sector (which employs dozens of thousands of people and holds a lot of wealth and political power) has not advocated for a general strike, supposedly to avoid economic losses. As a consequence, for example, the city of Masaya organized autonomously and declared, independent of the private sector, that they would conduct a citywide general strike. That strike occurred and was violently repressed. Up to now, Masaya is the most dangerous and most affected city in Nicaragua, with over 10 people murdered by the police over last weekend.

Student Movements and the Student Coalition

There is very strong communication between the student movement and the Student Coalition that is representing the movement at the level of dialogue with the state. But many participants in the student movement feel that the Student Coalition is being very soft and diplomatic. The Coalition is a group of student organizers from multiple universities all over Nicaragua; they are the ones representing the movement in the negotiations with the state. The student organizers that form the coalition emerged from affinity groups that were created at the beginning of the student protests. I don't know exactly how they got so much power—it was a combination of being in the right place at the right time and knowing the right people. These students were the first ones to present themselves as leaders.

So the power distribution is very vague and there are instances when they have been accused of selling out. The Student Coalition representatives are the ones who release the communiqués and plans of action, and the ones who talk to the press the most. Nevertheless, it is possible for student dissidents to claim that the Coalition does not represent them and to provide a different set of demands and methods.

There are also complaints that the Student Coalition does not offer space for anyone's voices besides those of men when it comes to delegating the responsibilities.

The participant in the Student Coalition that comes closest to our perspective is probably [Enrieth Martínez](#).

The gates of [UNAN](#), the National Autonomous University of Nicaragua, in Managua. The sign reads “UNEN [the official student union] doesn’t represent me.”

Managuacentrism

A lot of the power and decision-making process has been focused on students in Managua, since the capital has been the site of the major manifestations and occupied universities. But the cities that have been affected the most have been outside of Managua—cities that don’t have a university campus, where the residents are defending themselves through citywide barricades and something like a general strike. There is no effective communication among people in the different cities, since the strategy has been to block all major roads and transportation. At the table of the dialogue with the state, there are no representatives from the cities that are affected the most. Here is where several groups have advocated for self-governance and self-administration as a way to take the decision-making power out of Managua.

Feminism

The first and most prominent critiques of the government and the state arose from feminists. Since the 1980s, feminists have critiqued the hierarchical and patriarchal aspects of the Sandinista Movement. In a famous speech by Daniel Ortega on International Women’s day at the peak of the Sandinista Revolution, Ortega said that the revolutionary duty of women was to give birth to the next generation of revolutionaries. This showed how the revolution viewed women and women’s participation in everything. It has been feminists who have critiqued the state as connected to machista and religious culture in Nicaragua and Latin America. It has been feminists who have denounced hierarchies in the family, in politics, in culture, and in the state. It has also been women who have constantly said that the war against the people did not start on April 19, it started way before, but it was carried out against rural women and indigenous people in Nicaragua.

On the Question of Capitalism

People need to understand that the Nicaraguan people are sacrificing economic stability for social justice. Nicaragua was perceived as safe, an economic paradise for investment, but this only came about through the centralization of political power. Like Vietnam and China, a single-party centralized government has been an incentive to draw private investors.

Nicaragua’s economic stability, which took 10 years to build, only benefitted the upper middle class and the upper class. This created a false sense of “progress,” “development,” and “stability,” all of which the government celebrated. In reality, most of the people worked in informal sectors and did not have access to jobs. In this sense, participants in the student movement are forced to start asking questions: “OK, now I have graduated from an Autonomous University, now what? Where am I going to work? And at what price?” The vast majority of college majors and programs were “pro-market majors” focusing on business administration, engineering, computer science, marketing, tourism, and the like.

The student movements will need to address capitalism and neoliberalism and start to see how their struggle intersects with the anti-capitalist movement outside of authoritarian governments. These conversations have not started yet.

I think a lot of people are disappointed in the lack of international support towards people in Nicaragua. Americans only cared about us as long as they could come to Nicaragua to vacation and enjoy cheap things. On an international level, many of those who support the Nicaraguan insurrection are not asking hard questions about their own governments and structures. Hopefully, we can find a way to make would-be allies start addressing these questions themselves. It’s true, we are seen as a “legitimate” movement that wants “democracy” (whatever that means). If we succeed, we will see how many countries will support our efforts to collectivize, autonomize, and decentralize.

Will the United States still support us after they realize our intention to go ever further left? Will a centrist government create the conditions for more radical politics to emerge? This is a long-term plan; the Ortegas will do the best they can to stay in power at whatever cost. They would prefer to stay in power in a destroyed country than give up power in a way that leaves the country stable.

I think the conversation regarding “politicians,” “elections,” “the state,” “political participation,” and “the police” are all up in the air. It’s an opportunity to create new local concepts. After everything that has been lost—entire towns burned to the ground and children executed in the street—we will not settle for less. Whatever government comes next will need to radically change what it means to do politics.

I think we are trying everything from every possible angle, and it will be the people who will decide what best fits their spiritual needs. We are attacking state power from every angle, some angles more “institutional,” “democratic,” and “legitimate” than others, but somehow these are all complementing each other.

Unfortunately, we don’t know if we are moving forwards or backwards. We just know what the government is doing everything, desperately to survive, and every single day, they lose more support. As the saying goes, *El que no critica a su gobierno, no quiere a su madre!* Those who don’t criticize their government don’t love their mothers.

Appendix: Inside an Occupied University in Managua

After a week of communicating with my contact inside the *Universidad Nacional Autonoma de Nicaragua* (UNAN), I received a message from him: “I’ll be at the main entrance in 15 minutes. I can meet you there if you want to come inside, meet everybody, and see what we’ve been up to.”

For a week, I had been participating in a support system helping the occupation at UNAN from the outside. At first, my contact, Guadalupe (a pseudonym) had advised me not come inside for fear that infiltrators might recognize me and harass me outside. But as things seemed to have settled down, I was invited in.

With about 30,000 students, UNAN is the largest public university in Nicaragua. Students have been occupying it since May 8. Every major entry is blocked by two sets of barricades, starting blocks away from the main *Portones* (entry gate). Each *porton* is guarded by at least 15 students armed with *morteros* (mortars).

“Dress up as a medical student and bring a med kit, just in case anybody is watching. They are less likely to be suspicious if you enter as a ‘medic,’” Guadalupe told me.

I crossed the main *Porton* and met Guadalupe for the first time. “Second in command” in the occupation, he is also a part of the committee representing the students in the national dialogue. He is 23 years old and a student at UNAN. Guadalupe was part of the first protest organizers inside of UNAN. Currently he divides his time between working inside and outside of UNAN, inside as a coordinator and outside as a delegate of UNAN as part of a larger student coalition.

The organization inside of UNAN involve “leaders” from different *portones* and sectors (Medical, Food, Supply) that meet up and negotiate responsibilities and priorities. These leaderships emerged out of the first week of occupation and were agreed upon by all. Since each *porton* is semi-autonomous, it can operate as a closed circuit in case of an attack, without the necessity of a top-down decision-making process that would involve the entire University. Roles were distributed by voluntary association and based around shifts so that everybody can rest. Main roles are: Guarding the barricades, sorting through donations, food, cleaning, guarding the *portones*, medical attention, communications and coalition participation.

Its important to note that the organization inside the occupied Universities occurred spontaneously. They did not follow a pre-established or pre-rehearsed organizational model. This model of organizing was the most efficient, participatory and democratic. Remember that young Nicaraguans did not have an “occupy movement” or something similar that could have provided the blueprint of how to organize. The only political models that were practiced were through hierarchical political parties, and ONG’s leadership training.

Here are the rules inside the gates: everybody in the University uses pseudonyms; you are not allowed to take any photos or videos of anything; if you are texting, you have to do it with your phone facing the ground. In Nicaragua, it is very common for people to use nicknames, usually derived from physical cues like *La Flaca* (the skinny one), *El Gordo* (the fat one), *El Negro* (the black one), *La Zorra* (the Fox), *El Chino* (the Chinese one), *El Chele* (the light-skinned one), *El Gringo* (the gringo).

Guadalupe confirmed my identity and began to show me around the university campus. Most of the *muchachos* (“the boys”—a word that includes girls) were busy taking over UNI, the Engineering University, so UNAN was somewhat quiet. Later that day, the police and Sandinista Youth attacked UNI, injuring 30 students and killing one of them.

We approach the geology building, which has been turned into a medical center. “This is one of the newest buildings of this University and we are protecting it, because we plan on using these facilities in the future for our education.” I see rooms full of medical supplies, and a lot of students sleeping in the hallways in sleeping bags. “Those are the *muchachos* from the night shift at the barricades. They sleep here during the day. Not all of them are from UNAN—some of them are neighbors that are too afraid to go back home.”

The hallways are dark and quiet, but everything is clean and organized. There are cleaning crews; students know the rules, which rooms to go into and which not to go into. “We need to protect this building. It’s the geology building. We are protecting diamonds and meteors that are worth thousands of dollars, but we want to save them for future generations to learn and study.”

The entire university is protected. You don’t see graffiti on the walls. All the classrooms are locked. The restaurants inside of the university are also protected because the occupiers don’t want the occupation to affect the small business owners who need to keep a job.

We left the building and approach one of the cooking and food collection sheds. The leader of this zone is called *Aymara*. She administrates the food in this section and keeps a tight record of all the food donations that come in. She distributes the food and supplies wherever they are needed the most.

A map showing the distribution of conflict around Managua.

What do you all do for food?

“We’re living off *Gallo Pinto*.” (*Gallo Pinto*—rice and beans—is the most popular Nicaraguan dish). “We don’t have a set time for breakfast. If the *muchachos* are hungry but don’t want to leave their post, we’ll send food their way. Every day, we must cook three meals for about 400 people.” The joke in Nicaragua is that we eat rice and beans for breakfast, beans with rice for lunch and *Gallo Pinto* for dinner.

Aymara also showed me a shed full of food, enough food for months, all of which has been donated by people all over Nicaragua. It is rationed out daily. Pointing to an immense pile of spoiled food, Aymara said “You see all that food? That’s all poisoned food. Sometimes people send us bananas with needles inside, or bread injected with rat poison. We need to double-check everything that we receive. That’s why we prioritize canned goods.”

“We also managed to jumpstart five university trucks and one tractor, which we use inside and outside of the university.”

[This article](#) does a good job describing the leadership of women inside and outside of the student movement. I studied with the author, Madeleine Caracas, and we both started out in the same organizing committee in early April.

Each *porton* operates semi-autonomously. Each zone has its own medical center, food center, and bomb-making center, each with a delegate in every *porton*. Every *porton* is always ready to defend itself. Two nights before my visit, an armed man on a motorcycle rapidly approached a barricade, shooting at the students. The students

defended themselves with mortars and injured the motorcyclist, who destroyed his phone before the students moved him to a local hospital. He died on the way there.

This was a very confusing scenario. The man on the motorcycle underestimated the abilities of the students to defend themselves. Why would he attack the barricades by himself? Did he plan on shooting, perhaps killing, some students and then retreating? We don't know.

Such attacks usually happen at night. Keep in mind that this university is the size of an entire neighborhood, with hundreds of buildings, classrooms, departments and soccer and basketball courts, with six different entryways. In order to add more protection at night, the barricades are moved further out of the university perimeter to create more of a buffer zone.

Unlike UPOLI, UNAN does not have the support of the local community to protect them. In this sense, the students are more exposed. UNAN is neighbored by *La Colonia Miguel Bonilla*, which is an Orteguista neighborhood. This community was created in the 1980s during the Sandinista Revolution, and most of the houses are owned by the police, the military, and high-ranking military officials. This neighborhood was one of the military headquarters during the Somoza dictatorship, but was confiscated during the revolution and given to UNAN students for housing and to military, police, and civilians to live in. Therefore, most of the families that live inside of *La Miguel Bonilla* strongly support the Orteguista government as a "revolutionary government." If you are a political dissident in *La Miguel Bonilla*, you must keep a low profile; there have been many cases of harassment by the community towards anti-Ortega supporters. *La Miguel Bonilla* is also where a lot of UNAN administration officials live, the safe officials that perpetuate and institutionalize the Orteguista influence inside of the University.

The UNAN has a strong barricade in front of the entrance to *La Miguel Bonilla*, since a majority of the attacks have been organized inside of the neighborhood, which functions as a safe space for Orteguista forces.

What do you want to accomplish?

"We want to obtain university autonomy, a complete restructuring of UNEN [the chief Nicaraguan student union], and a complete restructuring of the internal administration of the University. Every day we spend in this university, we are sending a message to all of Nicaragua about how far we are willing to go to offer quality education for our generation and future generations."

What does autonomy mean to you?

"It means professors not getting fired because they oppose decisions that the government has been making. It means giving access to scholarships to everybody, not just the Sandinista Youth. It means taking the Orteguista party out of the University's administration. It means studying things that matter. We need a student-centered education and not an Orteguista-centered education, and this is happening not just at the University level but also at the Primary and Secondary school education level."

I noted Campus Security was still present in the University. I asked about their role in the university during the occupation. Guadalupe told me, "They work here because they are privately hired, so they don't want to lose their jobs. They have helped us identify infiltrators and have been an extra set of eyes and ears in their own communities, to help the students. They're on our side."

For context, in Nicaragua, Campus Security is nothing like the police or "private security." They do not carry weapons; they do not have the power to turn people in to the police. This job was created in the 1990s when so many revolutionaries were jobless. These jobs are done at a very low wage by very poor families, usually protecting empty lots.

What message do you have for students around the world?

"Hopefully we can inspire students to occupy their universities and start building the kind of university they want to study in."

“It’s also super important for Universities to have a good relationship with their neighborhood. That way you can involve the community in matters that affect the university and start building solidarity.”

The students I met and spoke with in UNAN seem to have developed an unbreakable bond based on solidarity that crosses gender and class backgrounds. They appear willing to die for each other and to protect the future they believe in. They have spent over three weeks building barricades, conspiring, living together, and protecting each other, forever changing what it means to be a student in Nicaragua.

What comes next? Will other forces intervene in Nicaragua to maintain and intensify neoliberalism? Or will the rebellion expand its scope and analysis to take on the forces beyond the Ortega regime?

nîmes

Nîmes et Rouen : Aujourd’hui, le bus ne passe pas

Nîmes : 49 bus sur 52 caillassés !

France 3 / lundi 4 juin 2018

Au total, **49 bus de l’agglomération nîmoise ont reçu des projectiles** dimanche soir vers 20 heures, **alors qu’ils se trouvaient dans leur dépôt** de Saint-Césaire.

« *Les dégâts sont conséquents pour l’ensemble de notre parc, ce sont trois à quatre vitres par véhicules qui ont été fracturées* », indique Benoît Pomarede, directeur de Keolis Languedoc.

L’enquête a été confiée à la surtète départementale du Gard. **L’impact financier est lourd, plus de 100 000 euros de préjudice estimé.**

Ces actes de vandalisme ont fortement perturbé le trafic ce lundi. Cinq lignes ont été interrompues. [...]

Dans un communiqué l’agglomération de Nîmes a fait part de son indignation. « *Ces dégradations, qui occasionnent une perturbation importante du trafic, sont inacceptables. Les équipes de Nîmes Métropole et de notre délégataire travaillent ensemble pour rétablir rapidement le service* », indique-t-elle.

Pour le moment, les lignes 12, 51, 61, 62 ne sont pas en mesure de circuler, ainsi que les lignes Tempo associées.

2 700 usagers sont concernés dont la moitié sont des scolaires.

Rouen : Le bus se fait caillasser, un agent se fait taper dessous

Paris-Normandie / lundi 4 juin 2018

La ligne 2 du Téor ne dessert plus le quartier des Hauts de Rouen depuis samedi 2 juin 2018. **En cause le caillassage d’un bus en début de soirée. Un agent de médiation de la TCAR a également été agressé ce même soir, dans le même secteur.**

This entry was posted in [Bloquer les flux](#) and tagged [Gard](#), [Nîmes](#), [Rouen](#), [Seine-Maritime](#). Bookmark the [permalink](#).

palaiseau

CRA de Palaiseau : Ils n'arrivent pas à sortir, mais...

Le Parisien / jeudi 31 mai 2018

Ils avaient préparé leur évasion. Et mis le feu à leur cellule. Deux retenus du centre de rétention administrative de Palaiseau ont tenté de « se faire la belle », dans la nuit de ce mercredi à jeudi. Les fonctionnaires se sont mobilisés pour éviter un drame. L'un d'entre eux, muni d'un extincteur, est entré dans la pièce et a tenté d'éteindre. Le retenu lui a alors mis un coup de poing au visage, lui fracturant le nez.

Les deux hommes ont profité de la confusion pour s'enfuir. Mais les policiers du commissariat de Palaiseau, situé juste à côté, ont pu les interpeller au moment où ils franchissaient le portail. **Là encore, les retenus se sont rebellés**, et l'un des policiers s'est blessé au genou durant l'intervention. L'un des deux fugitifs interpellés venait de sortir de la prison de Fleury pour être expulsé. [...]

paris

Pour un retour critique sur la manifestation du 26 mai

Pourquoi le 26 mai a davantage ressemblé à une reconstitution de la tête de cortège plutôt qu'à un dépassement du cortège de tête.

Le présent texte vise à revenir sur la configuration de la manifestation du 26 mai qui n'est pas sans avoir soulevé un certain nombre de questions. On pouvait s'interroger de prime abord sur la pertinence d'aller servir la soupe à une clique de députés qui – entres autres âneries populistes débitées au kilomètre – déversèrent il y a peu des tombereaux de bêtises réactionnaires au sujet du cortège de tête. Mais passons sur cette contradiction que l'appel du Comité Adama rendit secondaire en impulsant les conditions d'un investissement partagé de cette date. Nombreux sont celles et ceux qui se reconnurent en effet dans cette invite à matérialiser dans le cortège l'agrégation des luttes sociales particulières. Notons toutefois que le même Comité Adama, avant d'interpeller certains groupes actifs dans le cortège de tête (particulièrement l'AFA), avait reçu de la part des instances organisatrices de cette « marée populaire » une fin de non-recevoir s'agissant de sa présence en tête de manifestation. Gageons que cette demande consistait en une manœuvre destinée à visibiliser une nouvelle fois la loyauté indéfectible des représentants élus de la France Insoumise vis-à-vis de l'État et de sa police... Quoiqu'il en soit, l'emballement autour d'un cortège de tête qu'on nous annonçait pimenté aura une nouvelle fois produit son effet, d'un point de vue quantitatif en tout cas.

Mais pour que le cortège de tête et les « quartiers populaires » se retrouvent, il aura fallu ce jour-là les réintégrer à un dispositif de manifestation des plus classiques, rejouant comme une farce le carré syndical, avec son SO éloignant les indésirables à coup de baguettes flexibles et ses personnalités – familles et intellectuels – regroupées derrière la banderole de tête. Résumé du collectif de photographes la Meute : « Chose inouïe pour une manifestation parisienne, le cortège de tête avait fait, cette fois-ci, le choix de s'entourer d'un service d'ordre. Composé de militant.es antifascistes, antiracistes et décoloniaux, soucieux.ses de protéger les familles, celui-ci a parfaitement travaillé à réguler les rapports entre les manifestant.es et les nombreux.ses journalistes, ainsi qu'à réduire les tensions après que les forces de l'ordre, une nouvelle fois, décident de fondre sur le cortège » [1]. Dont acte.

Ritualisation de l'affrontement, mise en scène de la violence, enfermement sur un terrain où règne en maître la police... Les limites du cortège de tête ont déjà fait l'objet de critiques et loin de ce texte l'idée d'en appeler à un sempiternel retour des mêmes formes. Mais ces limites auront été entérinées par le bas ce 26 mai sous la forme apparente d'une prise de pouvoir négociée du Comité – ceci dit sans jugement moral. Opération au cours de laquelle l'hétérogénéité des révoltes aura servi de masse de manœuvre à la recomposition politique de la tête de cortège plutôt qu'au dépassement, dans la rencontre, du cortège de tête. De ce point de vue l'argument consistant à s'appuyer sur l'invisibilisation des quartiers populaires pour remiser « nos pratiques » au placard constitue une supercherie audacieuse, déjà énoncée à l'occasion de la marche pour la dignité du 19 mars 2017 dans un texte caricatural quant à l'auto-représentation que se font d'eux-mêmes un certain nombre de militant.e.s « autonomes » [2]. Qu'on songe simplement à la manifestation du 11 février 2017 pour Théo à Bobigny (sans parler de la *justice* que rendent régulièrement à coup de cocktails molotov les habitants des quartiers après chaque crime policier) et on verra que cet argument s'écroule de lui-même. Le communiqué triomphal du collectif Adama (tout à fait compréhensible du point de vue de ses animateurs) dit très bien le résultat visible du dispositif : les liens renforcés entre le comité et l'AFA comme cache-misère d'une situation globale où à défaut d'une généralisation de la conflictualité sociale la défense de l'autonomie se limite à gagner des positions au sein du champ de force de la politique (« réinventer une gauche puissante et un mouvement social contemporain » [3], dixit Edouard Louis et Geoffroy de Lagasnerie, messies qu'on ferait bien de ne pas trop prendre pour des lanternes).

Quel est le discours qui légitime les pratiques ici questionnées ? Où le bât blesse-t-il ? En ceci que les divers textes et appels qui ont circulé pour appuyer le Comité Adama redoublent une séparation *en partie* construite, à savoir la distinction opérée entre le mouvement social d'un côté et les quartiers populaires de l'autre. Séparation dont la critique devrait pourtant constituer un enjeu des théories à prétention révolutionnaire. Par la magie de cette classification, la pluralité conflictuelle des expériences se trouve écrasée par sa représentation hégémonique. En somme la lutte des classes se résumerait aux stratégies des syndicats et des partis de gauche, dont les habitants des quartiers seraient les seuls laissés pour compte. C'est faire peu de cas de l'histoire des luttes, en particulier celles des sujets issus de l'immigration (les travailleurs immigrés d'antan) passées à la moulinette d'une naturalisation implicite. Comme si leur particularité était de se doter *par nécessité* de formes immédiatement déterminées par leur objet, en vertu du surcroît de réel dont elles seraient la traduction mécanique : formes intrinsèquement spontanées – sous pavillon familial pour les comités Vérité et Justice – donc au delà de la critique. Par contraste, le mouvement social serait composé d'individus se subjectivant *par choix* immédiatement sur le terrain militant, mais qu'ils seraient par une forme de « déterritorialisation » sociale. Le résultat, pour ce qui concerne notre propos, c'est l'abandon réciproque – au nom d'une confusion entretenue entre le « mouvement réel » et ses représentants auto-proclamés – du potentiel subversif commun au cortège de tête et à l'émeute banlieusarde. Avec – rappelons-le encore une fois – cette justification aussi fautive qu'essentialisante : ne pas invisibiliser les quartiers populaires par nos pratiques. Or on peut plutôt regretter que l'hypothèse inverse ne se soit pas vérifiée : si les *quartiers populaires* avaient été présents, ils auraient à n'en pas douter démontré que ces pratiques n'appartiennent à personne.

Afin que les choses soient bien claires, il n'est pas question ici de nier l'importance symbolique qu'a pu représenter le « braquage » du 26 mai pour le comité Adama. Ni même de contester la situation particulière des quartiers populaires, l'oppression raciste et l'organisation spécifique de l'exploitation capitaliste qui y règnent. Pour autant l'étanchéité totale que certains brandissent comme un outil de culpabilisation escamote la relative fluidité des rapports sociaux à l'intérieur desquels les habitants des dits quartiers populaires éprouvent aussi bien la matérialisation de leurs assignations que leur possible dépassement. Pour le pire et pour le meilleur la « rencontre » du 26 mai – qualifiée d'historique – s'est déjà jouée à de multiples reprises dans le passé. Les lycéens de banlieues n'ont ainsi attendu aucun appel à la mobilisation pour prendre leur place dans les mouvements de 2005, de 2006 et de 2016. On rappellera, pour l'actualité immédiate, les actions de solidarité vis-à-vis des travailleurs en lutte de Géodis ou de Monoprix, dont il y a fort à parier que la majorité loge assez loin du centre de Paris. Il n'est pas inutile de souligner par ailleurs que les forces visant à museler les antagonismes sociaux dans les quartiers ne sont pas nécessairement issues de la « gauche traditionnelle » ou l'expression du racisme structurel. Un seul exemple : aussi bien les luttes des travailleurs immigrés de Talbot en

1984 que les émeutes de 2005 firent l'objet de rappels à l'ordre – voire de fatwas – des associations encadrant l'Islam de France. L'histoire, tout à la fois, obscurcit et clarifie, selon le point de vue qu'on adopte.

L'ethnicisation, la racialisation, la confessionnalisation des rapports sociaux sont des faits objectifs renforcés par la ségrégation spatiale. Mais les modes de subjectivation politique qui en découlent sont une impasse entretenue par tous les entrepreneurs en identités, qu'elles soient religieuses, communautaires ou politiques. La construction de l'autonomie concerne tous celles et ceux qui – à des degrés divers – sont dépossédé.e.s de la maîtrise de leur condition d'existence, les prolétaires. Les représentants de la gauche gestionnaire de nos vies ne sont pas nos ennemis parce qu'ils négligent les plus exploité.e.s, ils négligent les plus exploité.e.s parce qu'ils sont nos ennemis. Si la journée du 26 mai – au-delà de ses faux-pas – contribue à ancrer de telles perspectives communes à l'encontre des forces écrasantes de la segmentation, tant mieux. Elles sont en tout les cas à construire, en dehors et peut-être contre les formes spectaculaires qu'elles se sont données samedi.

Un gus qui passait par-là

Notes

[1] [« On a braqué le mouvement social », communiqué de la meute](#)

[2] <https://paris-luttes.info/notre-radicalite-ne-s-incarne-pas-7756>

[3] <https://blogs.mediapart.fr/geoffroy-de-lagasnerie/blog/260518/ce-26-mai-nous-appelons-rejoindre-le-comite-verite-pour-adama-en-tete-de-cortege>

Ces étudiant-e-s sont en colère : leur réaction va vous surprendre !

Nous appelons les étudiant.e.s de toutes les facs mobilisées à prendre la rue de toutes les manières ce jeudi 7, avec les lycéen.ne.s, avec les secteurs en lutte organisés en parallèle des centrales syndicales, et à intensifier les dynamiques de rupture avec le monde capitaliste.

Le jeudi 7 juin, les lycéen.ne.s de 70 établissements partout en Île-de-France appellent à prendre la rue à 12h à St Michel, contre la procédure de non-admission de Parcoursup, et à rejoindre ensuite la manifestation inter-professionnelle à Austerlitz. Nous jugeons nécessaire d'élargir cet appel aux étudiant-e-s, dont la mobilisation entamée depuis maintenant plusieurs mois a été un des moteur du mouvement.

Après plusieurs mois consacrés à écrire des lettres de motivation, à passer des entretiens et à se plier tant bien que mal aux exigences de l'algorithme, la rage ne sera clairement pas calmée par le bac approchant. Notamment dans les lycées de banlieues où la plateforme est devenue le symbole extrême de la sélection sociale. L'été s'annonce marqué par l'angoisse et la rentrée charriera avec elle son lot d'étudiant.e.s sans facs et débouté.e.s de partout.

De leur côté, les étudiant.e.s mobilisé.e.s, après le pic d'occupations massives des facs et la densification du mouvement, se sont désormais diffusé.e.s dans l'espace social. Nous allons d'occupations en piquets de grèves, de réunions inter-professionnelles en rassemblement de soutien à des syndicalistes mis.es à pied, de blocages de partiels en futures manifs sauvages ... De nouvelles alliances se multiplient et cherchent à sortir la lutte des revendications sectorielles, pour inscrire une opposition sociale large contre l'appropriation capitaliste de toutes les franges de nos existences.

Depuis son élection, Macron intensifie l'offensive anti-sociale, autoritaire et répressive. Les secteurs en luttés ne se comptent plus (cheminot.e.s, postier.er.s, collectifs de quartiers, travailleur.ses du social, hospitalier.er.s, grévistes des catacombes, de Mcd, de Vélib, de l'énergie, collectifs de migrant.e.s, de sans papiers, parents d'élèves, zadistes...). Prenant acte, malgré ces énergies, de l'échec stratégique volontaire des centrales syndicales depuis le début du mouvement, plusieurs de ces secteurs en lutte se sont réunis à l'EHESS occupée

pour élaborer ensemble, en autonomie, la suite de la mobilisation. L'objectif est de se donner la force de gagner, de diffuser la grève, de généraliser les luttes.

La manif du 7 pousse largement en ce sens, avec pour ambition de déborder les centrales, de ne pas leur laisser dicter le tempo de la lutte. Il ne s'agit plus de se « réserver » pour une lutte future, mais de pousser dès maintenant à un combat continu, à un accroissement de nos forces à la base, sans délégation, sans compromission.

Nous appelons donc les étudiant.e.s de toutes les facs mobilisées à prendre la rue de toutes les manières ce jeudi 7, avec les lycéen.ne.s, avec les secteurs en lutte organisés en parallèle des centrales syndicales, et à intensifier les dynamiques de rupture avec le monde capitaliste.

Une visite de courtoisie à la Station F aux cris de « Tout le monde déteste la start-up nation »

Après la manif lycéenne et étudiante qui a ouvert cette journée de lutte du jeudi 7 juin et une manif interpro qui s'est prolongée par l'envahissement des quais de la gare de Montparnasse, deux cent travailleur.se.s en lutte, chomeur.se.s, précaires, étudiant.e.s et lycéen.ne.s ont bièvement occupé la Station F, la « plus grande pépinière de start-up au monde ». À l'arrivée des très nombreuses forces de police mobilisées à cette occasion, les manifestants avaient déjà quitté les lieux. Aucune arrestation pour « attroupement armé », détention de lunettes de piscine ou instruction en cours sur l'assassinat d'Henri IV n'a donc eu lieu à cette heure.

Dans le 13^e, au bord du métro aérien, une ancienne gare hors-service, autrefois propriété de la SNCF, remise à neuf par le magnat de la télécommunication Xavier Niel, patron de Free mobile : la « plus grande pépinière de start-up au monde ».

Elle a été inaugurée le 29 juin 2017, au lendemain de sa prise de fonction, par Emmanuel Macron, avec un discours provocateur qui cristallise l'idéologie de la « start-up nation », devant deux mille cadres dynamiques des plus grosses boîtes du tertiaire avancé mais aussi d'armement, provenant des quatre coins du monde : BNP, Thales, Orange, Google, Apple, Facebook, Amazon, etc. [1].

Quel meilleur lieu pour un envahissement après une manif auto-organisée, réunissant travailleur.se.s mobilisé.e.s, étudiant.e.s, précaires, chômeur.se.s ?

Macron l'a rappelé lors du discours d'inauguration de cet espace hautement emblématique : entrepreneuriat et gouvernement mènent un même combat. Mais nous aussi, celles et ceux qui portent une lutte dont la gauche populiste ne veut pas entendre parler, sommes engagés dans un combat contre cet hydre à mille têtes.

Entrepreneur *is the new French*, a osé affirmer Macron ici-même. Même Macron même combat ! lui répondons nous. L'« immense ambition », les « rêves illimités », la détermination de notre génération, toutes ces choses qu'il a invoqué devant les anciens et les nouveaux riches nous conduisent en effet à affirmer : tout le monde déteste la start-up nation !



Car nous attribuons une toute autre signification à cette volonté de dire « je décide pour moi », « j'écris moi-même ma vie ». Ici, l'été dernier, il a été dit que les gares sont un lieu de transit, un lieu de passage, où l'on fait des rencontres, dans un esprit d'ouverture vis-à-vis des autres, prêts à explorer le monde. C'est dans des lieux comme celui-ci, que se coaguleraient les envies et les désirs de faire bouger les choses, de changer la société, et pour longtemps. C'est dans ces lieux que peuvent se rassembler les intelligences et les énergies. Prenons-le au mot ! Micron a raison : aujourd'hui les étudiant.e.s, les chômeur.se.s et les précaires, les travailleur.se.s vénères et les autonomes qui aiment les « surenchères », convergent ici pour signer une alliance à égalité.

Car le signal est donné : il est grand temps de reconnaître que la pluralité de nos luttes - syndicales, antiracistes, féministes, de la jeunesse précarisée - ont un ennemi commun. Il ne s'agit pas, bien évidemment, de les juxtaposer, mais de partir de leur autonomie respective, de les faire grandir ensemble, les unes avec les autres. C'est seulement à partir du renforcement réciproque de ces luttes que l'on pourra espérer bouleverser les rapports de force.

Nous sommes donc ici, dans ce lieu mystique où l'État et le grand capital ont célébré leur sainte alliance en toute transparence, pour en finir avec les appels creux à la convergence des luttes, et passer aux actes. Non plus se limiter à une, deux, dix belles manifs ; mais pour implanter des formes d'auto-organisation capables de se reproduire dans le temps et de proliférer dans l'espace, bien au-delà des séquences du mouvement social, pour faire en sorte que grèves et manifestations, blocages et occupations fleurissent partout.

Dans ce temple du capitalisme de plateforme qui symbolise le pouvoir et l'idéologie macroniennes, nous le (re)disons haut et fort : nous ne serons jamais des winners, connard !

[1] C'est à la Nation F que Macron a déclaré : « Une gare, c'est un lieu où l'on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien », comme on peut l'entendre sur cette [vidéo](#).

Un an après l'inauguration par Macron, la station F devrait être plus facile à visiter qu'en juin 2017 et ce 7 juin 2018. En effet, « le phare de la tech va ouvrir ses portes à tous le [27 juin prochain](#). Au total 60 startup et 30 programmes seront sur place afin de vous rencontrer. Et qui dit anniversaire sous entend musique, amuse-bouches et boissons à volonté. Le tout confectionné par les jeunes pousses elles-mêmes. Le rendez-vous est pris. »

Pour qui veut se faire une idée des lieux au préalable, commencer peut-être par jeter un oeil à la vidéo citée ci-dessus en note.

Opération de la gendarmerie à Roybon

La réactivité des gendarmes face aux agressions qu'auraient infligées des occupants de la Zad à deux Roybonnais apparaît exceptionnellement importante et rapide. Seules quelques heures auront suffi aux gendarmes pour réunir 200 intervenants (et un hélicoptère) et préparer une opération d'envergure sur la ZAD de Roybon pour arrêter une seule personne que l'une des deux victimes aurait reconnue sous la cagoule que portaient ses agresseurs.

Jusqu'à présent aucun autre délit ou crime n'aura suscité à Roybon un tel déploiement de gendarmes. Depuis plus de 3 ans et demi d'occupation du chantier de construction du Center Parcs — chantier qui n'a plus les autorisations préfectorales — les occupants de la Zad ont essuyé 5 incendies criminels dont le dernier a coûté la vie à un chien qui a brûlé vif dans le véhicule que les agresseurs — quelques nervis débiles et fascisants des environs — ont incendié volontairement, le propriétaire ayant échappé miraculeusement à leur assaut. Une lettre ouverte écrite par des habitants de Roybon devait être distribuée prochainement aux Roybonnais pour les interpeler sur les violences et les incendies que les opposants au Center Parcs occupant le bois des Avenières ont subis depuis plusieurs années.

L'importante opération de gendarmerie de mercredi 6 juin qui a duré plus de trois heures, n'avait pas pour seul but d'arrêter le présumé agresseur. Il s'agissait bien plus de criminaliser l'ensemble des occupants et de formater à nouveau l'opinion publique en vue probablement de la prochaine évacuation. Les gendarmes sont intervenus dans la forêt et la maison forestière occupées, sous couvert de ces agressions, pour la première fois depuis le début de l'occupation. Ils ont perquisitionné tous les lieux habités et contrôlé toutes les identités des occupants. Ils ont également photographié la zone... L'évacuation paraît être la prochaine étape ; une évacuation désormais légitime aux yeux d'une opinion publique qu'on vient de préparer.

Roybon (38) : Impressionnante opération de la gendarmerie sur la Zad

La réactivité des gendarmes face aux agressions qu'auraient infligées des occupants de la Zad à deux Roybonnais apparaît exceptionnellement importante et rapide. Seules quelques heures auront suffi aux gendarmes pour réunir 200 intervenants (et un hélicoptère) et préparer une opération d'envergure sur la ZAD de Roybon pour arrêter une seule personne que l'une des deux victimes aurait reconnue sous la cagoule que portaient ses agresseurs.

Jusqu'à présent aucun autre délit ou crime n'aura suscité à Roybon un tel déploiement de gendarmes. Depuis plus de trois ans et demi d'occupation du chantier de construction du Center Parcs — chantier qui n'a plus les autorisations préfectorales — les occupants de la Zad ont essuyé cinq incendies criminels dont le dernier a coûté la vie à un chien qui a brûlé vif dans le véhicule que les agresseurs — quelques nervis débiles et fascisants des environs — ont incendié volontairement, le propriétaire ayant échappé miraculeusement à leur assaut. Une lettre ouverte écrite par des habitants de Roybon devait être distribuée prochainement aux Roybonnais pour les interpeler sur les violences et les incendies que les opposants au Center Parcs occupant le bois des Avenières ont subis depuis plusieurs années.

L'importante opération de gendarmerie de mercredi 6 juin qui a duré plus de trois heures, n'avait pas pour seul but d'arrêter le présumé agresseur. Il s'agissait bien plus de criminaliser l'ensemble des occupants et de formater à nouveau l'opinion publique en vue probablement de la prochaine évacuation. Les gendarmes sont intervenus dans la forêt et la maison forestière occupées, sous couvert de ces agressions, pour la première fois depuis le début de l'occupation. Ils ont perquisitionné tous les lieux habités et contrôlé toutes les identités des occupants. Ils ont également photographié la zone... L'évacuation paraît être la prochaine étape ; une évacuation désormais légitime aux yeux d'une opinion publique qu'on vient de préparer.

saint-brieuc

Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) : La sortie nature pour regagner la liberté

France Bleu / Mardi 29 mai 2018

[...] Dans l'après-midi, alors qu'il était en visite à la maison de la baie à Hillion avec des encadrants, ce **détenu bien connu des services de police pour des faits de droit commun, a réussi à prendre la poudre d'escampette**. La gendarmerie qui aurait été prévenue 45 minutes après les faits a mis en place dans le secteur de la plage de Bon Abri à Hillion un dispositif de recherche avec un hélicoptère et des chiens. Le dispositif a été levé à 18h30. Alertée, la police a également engagé des recherches.

Cette affaire d'évasion intervient alors le détenu fiché S qui s'était évadé de la prison de Brest a été interpellé la nuit dernière à Saint-Sébastien en Espagne. Ce sont « *deux profils complètement différents* », tempère une source proche de l'enquête.

This entry was posted in [Anticarcéral](#), [Evasions](#) and tagged [Côtes d'Armor](#), [Saint-Brieuc](#). Bookmark the [permalink](#).

saint-té

course poursuite à la ric'... « plus un centime de sentiment »



U. circulait sur un quad à la ric' vendredi, quand des motards ont tenté de l'intercepter. Les versions diffèrent, mais des [témoignages](#) indiquent que les motards auraient heurté le quad pour le stopper.

Cette méthode trop fréquemment utilisée par les keufs, s'appellent le « parchocage ». Elle a déjà tué notamment à Villier le Bel en 2007.

U. a perdu le contrôle de son quad et a heurté la barrière du pont. Il est tombé en contrebas sur les voies de chemin de fer. Les blessures sont graves : plusieurs fractures et un traumatisme crânien.

Dans des communiqués les flics justifient leur intervention car U. roulait sans casque et son quad n'était pas immatriculé. En quoi cela justifie d'accidenter quelqu'un au risque de le tuer ? Des témoignages indiquent aussi que les flics auraient tenté de maquiller la scène.

Suite à cela dans la nuit de vendredi à samedi 18 départs de feu ont eu lieu à la Ricamarie et au Chambon Feugerolles. La nuit suivantes de nouveau plusieurs incendies et des tags ont fleuris. Plusieurs interpellations (4 selon le progrès) ont eu lieu durant ces nuits et notamment pour caillassage sur des flics.

Ce dimanche un rassemblement de 200 personnes s'est déroulé à l'endroit de l'accident. sur place la colère et la tension sont fortes. La famille réclame que la justice soit faite.

Que ce soit à La Ric, sur la ZAD, à Villies le Bel ou ailleurs la police tue, mutile et blesse !

strasbourg

Strasbourg : Se venger de cette société d'opulence et de fric...

DNA / Mercredi 4 avril 2018



Les dégradations ont été commises mardi vers 22h50. Un SDF âgé d'une cinquantaine d'années a été interpellé sur place par les policiers. **Il aurait jeté des pierres contre les vitres des Galeries Lafayette [6 au total, d'après les journaflics, NdAtt.]**. L'individu très alcoolisé a été incapable de souffler dans l'éthylomètre. Il a passé la nuit en cellule de dégrisement au commissariat de Strasbourg. Son audition par les policiers devrait avoir lieu ce mercredi en fin de matinée. **Plusieurs gros impacts ont endommagé les vitres, qui ont résisté mais sont sérieusement étoilées.** Un périmètre de sécurité a été mis en place devant l'aile du grand magasin, en face du cinéma Odyssée et de la librairie Kléber. **Les articles en vitrine ont été retirés, et les stores baissés.**

Les Galeries Lafayette doivent ouvrir à 9h30. Une enquête de police est en cours pour déterminer les auteurs et les circonstances des dégradations.

Trento

Rovereto (Trento), Italy – (Failed) attack on Adecco, accomplice of TAP

At dawn on 1st May 2018 an unexploded device was found outside a local branch of Adecco in Rovereto (Trento).

On a side window was written: HAPPY 1ST MAY EXPLOITERS. NO TAP.



We also recall that on 8th February 2018 the windows of an Adecco agency were smashed in Trento and ‘Accomplices of TAP and exploiters’ written nearby.

roundrobin.info

Translated by act for freedom now!

valence

Valence (26000) centre pénitentiaire Les véhicules des matons crament ...

Sans Attendre

Dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 juin à Valence, deux voitures appartenant à des matons ont crament devant le centre pénitentiaire. Les deux véhicules étaient garés sur le parking du personnel.

Deux personnes cagoulées circulant sur un scooter auraient jeté des engins incendiaires sur les voitures des matons.

« Des photos de la vie privée d’un surveillant ont été laissées sur place et une inscription a été taguée sur un mur indiquant : « premier avertissement » selon un maton syndiqué.

walbach

Walbach, France : Les citoyennistes, collabos de l'empoisonnement normé de nos vies

« Depuis toujours », la commune de Walbach (900 habitants) dans la vallée de Munster (celle du fromage), puise son eau à cinq sources différentes en provenance des Vosges alsaciennes. Or depuis peu, l'Agence régionale de Santé (ARS) vient d'estimer que leur eau est trop douce, trop pure pour les tuyaux de raccordement : elle ne contient pas assez de calcaire, nécessaire pour renforcer ces derniers depuis l'intérieur ! Conclusion de l'ARS : il faut raccorder la commune de



Walbach au réseau de la grande ville voisine, Colmar, blindé en calcaire certes, mais aussi en plomb, nitrate et nickel. La protestation ne s'est pas faite attendre, et c'est un type de Walbach qui mène pour l'instant la danse, grâce à sa casquette de Président du coin de l'UFC Que choisir. Mais comme s'opposer à l'absurdité d'adapter l'eau aux tuyaux plutôt que le contraire n'est pas encore parvenu jusqu'au cerveau de cette grande lumière, notre opposant-en-chef propose comme alternative de... rajouter du calcaire à la source trop pure du village, afin de s'épargner au moins les autres saloperies « dans les normes » de la ville de Colmar.

Conclusion 1 : dans ce monde, en 2018, même là où l'eau reste moins pourrie qu'ailleurs parce que près d'une montagne, l'Etat décrète qu'il nous faut en boire de la bien chargée en saloperies diverses, parce que ses canalisations sont ainsi faites.

Conclusion 2 : les citoyennistes, en cette matière comme en d'autres, sont bien les collabos de l'empoisonnement normé de nos vies, en proposant de s'y adapter, en l'entérinant, en le légitimant ou en le renforçant.

[Reformulé de la presse, 20.05.2018]

zad

Nantes, France : Un zadiste prend un an de taule – Jeudi 17 mai 2018

Jeudi 17 mai, 16h22. Pendant que la ZAD est évacuée, ça cogne au palais de justice de Nantes. Un zadiste (une seule mention au casier) jugé pour des violences sans ITT sur un gendarme, vient d'être condamné à 1 an ferme, mandat de dépôt. Et 6 ans d'interdiction de Loire-Atlantique.

[Fil info de zad.nadir.org]

Jibé a été arrêté sur la zad le 15/05, a été mis en prison en attente de son procès, il était poursuivi pour violence sur des flics et refus d'adn. Et le 17 mai il a été jugé à Nantes et condamné à 1an de prison ferme.

Si vous voulez lui écrire directement :

Centre pénitentiaire de nantes
Jean baptiste Grondein écrou66771
rue de la mainguais
44300 nantes

(vous pouvez mettre notre adresse en expéditeur, utilisez un pseudo dans votre courrier, et prenez contact avec nous pour récupérer les possibles courriers en réponse)

[Publié sur indymedia nantes, vendredi 1er juin 2018]

[Lettre aux comités locaux et à toutes celles et ceux qui aimeraient comprendre où on en est sur la ZAD](#)

Mai 2018 Il paraît que c'est très difficile de suivre de loin ce qui se passe, et du coup on voulait raconter les derniers mois à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. On présente dans ce texte ce qu'on comprend de ce qui se passe. C'est pas trop nos analyses ou nos sentiments par rapport à la situation : on essaye de présenter une diversité d'opinions même si on n'est pas d'accord – on n'est même pas d'accord entre écrivain.e.s ! Les écrivain.e.s, d'ailleurs, sont quelques personnes qui habitent sur la zone et ont l'habitude de s'organiser ensemble, dans le même groupe politique.

Victoire et peurs L'annonce de l'abandon du projet d'aéroport le 17 janvier 2018, c'était pour une bonne partie du mouvement la victoire d'un long combat qui donne force et motivation aux autres luttes. Pour une fois une lutte a gagné contre un projet de l'état porté par des grosses entreprises. Mais pour d'autres, la phase d'après semblait difficile et donnait plein d'inquiétudes. Le gouvernement annonçait en même temps que l'abandon le « retour à l'état de droit », alors que tout ce qui se fait sur la zone est décidé par nous qui y vivons et nous y impliquons. Comment va-t-on pouvoir continuer avec tout ce qui s'est construit humainement ou matériellement sur cette zone ? Beaucoup d'entre nous n'étaient pas là que contre un aéroport. Comment va-t-on continuer à lutter contre « son monde », en particulier dans le contexte actuel de la politique de Macron et du développement mondial du libéralisme ?

Tout est allé très vite : D281 et compagnie

À partir de là, le rythme, à la fois dicté par le gouvernement et repris par beaucoup d'entre nous, était très rapide et il n'y avait souvent pas assez de temps pour discuter des choses ensemble avant de prendre des décisions politiques complexes ou difficiles parce qu'il s'agissait souvent de faire des compromis avec nos idéaux. Une de ces décisions très conflictuelles était le dégagement de la « route des chicanes » ou D281 qui était ouverte au ralenti depuis 2013. À partir du lendemain de l'abandon, on discute de lâcher la route dans de très longues assemblées. Les avis sont très divergents : pour les un.e.s, c'est nécessaire de la lâcher pour ne pas prendre le risque que les flics reviennent tout de suite pour la dégager et ainsi en profiter pour expulser des lieux ; pour beaucoup c'était nécessaire comme signe aux voisin.e.s que c'est plus facile de passer maintenant qu'il n'y a plus d'aéroport. Mais pour beaucoup cet acte représente l'abandon d'un des lieux les plus forts de la ZAD en en faisant cadeau à l'État pour préparer le terrain pour les expulsions qui étaient aussi clairement évoquées à partir du 31 mars dans l'annonce de l'abandon du projet. Parmi ceux qui accepteraient le dégagement de la route, certain.e.s considèrent que ce n'était pas le bon moment, qu'on aurait dû la garder comme un levier dans les négociations, ou attendre d'avoir des garanties sur les expulsions. Suite à des grosses pressions et à un rapport de force d'une partie du mouvement, la D281 a été dégagée pendant des moments collectifs très tendus, des cabanes qui se trouvaient sur la route ont été démontées ou bougées dans la haie. La plus centrale, Lama Fâche, a été reconstruite sur le champ voisin dans les deux mois suivants et rebaptisée La Massacré, ou Lama Sacré. Ce moment a contribué à creuser la méfiance entre nous.

Ce qui a suivi, ce sont des travaux sur cette route, que des personnes ont tenté de ralentir ou de bloquer. Les travaux ont ensuite été accompagnés d'une forte présence de gendarmes mobiles, ce qu'on avait pas vu sur la

zone depuis avril 2013. Pour certain.e.s, c'est les tentatives de résistance qui ont attiré les gendarmes alors que pour d'autres, illes avaient prévu de les envoyer dès le début, n'attendant qu'un prétexte. Ces semaines d'installation des flics sur la zone se sont finalement passées largement dans le silence et ont mobilisé très peu de personnes issues d'autres composantes pour qui c'était normal de ré-ouvrir la route ou qui étaient mécontent.e.s des tentatives de blocage par exemple.

Les craintes vis-à-vis du dégagement de la route et des travaux se sont en bonne partie confirmées dans la suite : la préparation des expulsions, vu que les flics n'ont jamais quitté la zone depuis et ont pu en profiter pour faire des repérages et habituer des gens à leur présence ; et la coupure de la zone par la route pendant les expulsions et donc un isolement de la partie est.

Un rassemblement sur la ZAD pour fêter l'abandon du projet d'aéroport, « enraciner l'avenir » et soutenir d'autres luttes a eu lieu le 10 février. Deux cortèges ont rassemblé quelques dizaines de milliers de personnes pour converger vers Bellevue où des effigies de projets sur lesquels il y a des luttes ont été brûlées. Il y a aussi eu des discussions à Lama Fâché et une soirée à Bellevue.

Négociations Avant l'abandon de l'aéroport, le mouvement contre l'aéroport et notamment les assemblées des usages avaient déjà décidé de former une « délégation inter-composantes » pour négocier avec l'État sur le devenir de la ZAD sans aéroport en portant les décisions de l'assemblée des usages (voir la dernière [lettre aux comités](#)). Après des débats difficiles, les assemblées des occupant.e.s ont décidé que des occupant.e.s participeraient à cette délégation. On en attendait pas forcément grand chose, mais certain.e.s d'entre nous trouvaient important de participer à cette délégation avec les autres composantes pour continuer ensemble, faire un pas vers elleux ; d'autres ne voulaient pas laisser les autres y aller sans nous ; d'autres, enfin, sont vraiment contre discuter avec l'État.

Une fois la décision prise, on a discuté de comment trouver des gens pour participer à la délégation. Après quelques discussions sur les enjeux, un groupe a proposé un processus de désignation, où des petits groupes mixtes proposaient une liste de personnes qu'illes trouvaient complémentaires pour représenter notre diversité et à qui illes feraient confiance. Faire une forme d'« élections » était un gros effort pour beaucoup d'entre nous, et le moment n'a pas été évident. Mais une diversité de la ZAD a joué le jeu, deux groupes affinitaires ont un peu triché en proposant des listes entre elleux ou en influençant la modération. Finalement les personnes qui sont le plus ressorties, qui n'avaient pas eu de véto et acceptaient sont devenues un groupe de 11 personnes qui suit la délégation et désigne délégué.e.s et suppléant.e.s pour les différents rendez-vous. Le résultat, c'est que les personnes qui y vont ont un mandat collectif, de l'assemblée des usages d'abord et des occupant.e.s, mais ne sont pas toutes très convaincu.e.s par la démarche : illes n'étaient pas candidat-e-s mais ont quand même fait de leur mieux pour respecter leur mandat.

Ce choix de participer à la délégation et de rencontrer la pref' a d'abord été fait assez largement, mais des occupant.e.s y étaient opposé.e.s depuis le début. La place prise par les discussions sur la délégation et ce qu'on y porte dans les assemblées d'occupant.e.s et la rapidité avec laquelle avançaient les décisions ont contribué à accroître les doutes sur la pertinence de ce choix.

La délégation inter-composantes a d'abord porté 3 grandes revendications : le refus des expulsions et les pistes pour une régularisation de tous les habitats ; le gel de l'attribution des terres pour donner le temps au mouvement de construire une entité qui les gérerait à long terme et l'amnistie pour les personnes qui ont subi la répression durant les années de luttes. Les assemblées des usages ont pris position comme si le mouvement pouvait obtenir une réelle négociation avec l'État. La délégation a été reçue à deux reprises les 28 février et 20 mars à la préfecture, mais contrairement à ce qu'on demandait, il n'y a eu que des échanges de positions. La préfecture a bloqué sur tous les points (sauf le gel du foncier) et en particulier sur la gestion collective.

Conflits internes Avec l'abandon du projet d'aéroport, la raison la plus évidente qui liait les personnes dans chaque groupe de la lutte comme les divers groupes entre eux n'existe plus. Les désaccords se révèlent et les conflits internes fleurissent. Par exemple sur la ZAD, certain.e.s sont prêt.e.s à accepter la légalisation pour rester à long terme ; d'autres acceptent de faire certains compromis qui pourraient être compatibles avec le

collectif, tandis que d'autres tiennent avant tout à rester cohérentes et à ne pas se plier à un système qu'on combat, quitte à prendre le risque de se faire expulser dignement en restant pirates.

Dans les associations, certain.e.s veulent se battre pour l'avenir de la ZAD et que tout le monde puisse rester comme on l'avait travaillé ensemble avec les « 6 points pour l'avenir de la ZAD » tandis que d'autres rêveraient que maintenant qu'il n'y a plus de projet d'aéroport on s'arrête et que tout redevienne comme avant, avec quelques installations paysannes en plus. Le devenir même de certaines associations, créées pour lutter contre le projet d'aéroport est incertain. Certain.e.s s'engueulent en privé, mais d'autres se fâchent avec leurs camarades de luttes en donnant des interviews se désolidarisant du reste du mouvement dans la presse ou en balançant leurs camarades sur Indymedia. Parmi ceux qui veulent construire un avenir commun sur la ZAD, il y a aussi des conflits, sur la question du rapport au barricadage des routes par exemple. Le niveau de tension est tel que c'est difficile d'avancer ensemble – les AGs semblent bloquées et chacun rejette la faute sur l'autre.

Première vague d'expulsions La première phase d'expulsions de 2018 a commencé le 9 avril, et le soir du jeudi 12 avril la préfecture a annoncé la fin de l'opération menée par les gendarmes. Entre les deux, plus de deux cents personnes blessées par les forces de l'ordre, à peu près soixante personnes arrêtées, et environ un tiers de la ZAD rasé.

Le matin du 9, il y avait déjà du soutien de l'extérieur sur place, surtout aux lieux d'accueil des Vieux Fourneaux (en face des Fosses Noires), de Lama Fâché, de la Wardine et de Bellevue. Presque toutes les cabanes à l'est de l'ancienne route des chicanes (D281) et au sud de la route des Fosses Noires ont été détruites pendant cette première semaine. Il n'y a pas eu beaucoup de présence à l'est de la D281, qui a été prise dès 3h du matin par les fics, rendant le passage difficile. Au centre de la zone il y avait beaucoup d'affrontements et de résistance physique.

L'expulsion et la destruction des Cent Noms ont attiré beaucoup d'attention et ont motivé plus des gens à se prononcer contre les expulsions, voire à venir sur place. Pour certaines personnes c'était plus choquant de voir les Cent Noms détruits parce que c'était inattendu et qu'elles avaient un projet d'élevage de moutons. Pour d'autres, c'était blessant de voir à quel point il y avait plus de réaction pour les Cent Noms, comme si les autres lieux de vie et jardins n'avaient pas autant d'importance. Pendant cette semaine il y a eu des rassemblements et des actions de soutien partout en France et en Belgique, des rassemblements devant l'ambassade de France à Lisbonne, Tunis, Vienne, et Londres, ainsi que des actions au Chiapas, en Palestine, en Inde, au Québec, en Grèce, aux États-Unis et ailleurs.

Occupation militaire, répression et résistances L'occupation militaire a commencé dès que la route était « ouverte », mais après la première vague d'expulsions et la déclaration de « trêve » par la préfète le soir du jeudi 12, c'est passé à un autre niveau de pression. Ils ont continué de détruire des cabanes – à la Mandragore, à l'Isolette, à la Noue et au Pimki notamment. L'intention semble être de mener une guerre psychologique, qui donne des images moins violentes, par une occupation quotidienne qui montre la force de l'État – un défilé de blindés, de fourgons, etc, plus l'hélicoptère et la présence constante des drones. Les raisons données sont d'« assurer la libre circulation des routes », le « déblaiement » qui prendra des semaines, ou même de soi disant protéger ceux qui ont des projets des autres. Entre temps, ils surveillent, continuent d'arrêter et de blesser des gens, bloquent les axes et carrefours principaux ainsi que les chemins plus petits, ce qui rend nos vies quotidiennes et mise en cultures difficiles. Il y avait d'innombrables scènes insensées, où des tracteurs avec des remorques de fumier se retrouvent à faire 4 demi-tours parce que tous les accès sont bloqués ou encore des gendarmes qui coupent les clôtures des paysans historiques.

Il y avait pourtant des actes de résistance à cette occupation. Des barricades de tout et de rien, et des tranchées dans la route, tous les jours, dès que les gendarmes portaient. Des jeux, comme le défi de toucher un blindé à main nue, ou de se prendre en selfie devant. Des personnes ont réussi à continuer à vivre dans la zone à l'est de la D281 pendant des semaines, avant d'être découvertes et expulsées. La battucada qui allait jouer à côté du dispositif tous les jours. Il y avait aussi des petits groupes qui sont allés les embêter dans la forêt ou sur la route, et régulièrement des confrontations. Pour ne pas laisser les personnes arrêtées ou condamnées lors des expulsions et après isolées, il y a eu plusieurs visites à la maison d'arrêt de Carquefou, notamment une appelée largement au niveau du mouvement. Même si c'était pas très divers au niveau des composantes ni même des

groupes de la ZAD, il y avait une centaine de personnes pour mettre l'ambiance, avec des échanges, de la musique, un concert de rap improvisé et des feux d'artifices. Il n'y a pas eu d'arrestations ni de blessés et c'était un moment joyeux et motivant.

Fiches Les fameuses « fiches » dont tout le monde parle sont des déclarations d'intention de projet agricole qui permettraient d'obtenir des Conventions d'Occupation Précaires (COP). Ce sont des contrats gratuits qui donnent très peu de droits et que l'État peut résilier en quelques jours. Il n'y avait aucune garantie de la part de l'État que les déclarations d'intention aboutissent à une COP.

Juste avant la première phase d'expulsions, l'assemblée des usages a envoyé une demande de convention d'occupation précaire (COP) collective qui aurait couvert toutes les terres et habitats de la ZAD au nom de l'« association pour un avenir commun dans le bocage » créée pour porter les décisions de l'assemblée. Après la première vague d'expulsions, la délégation a eu un rendez-vous le 18 avril où la préfète a refusé toute convention collective.

Le lendemain, l'AG des occupant.e.s a décidé de remplir les fiches en [essayant de couvrir toute la ZAD](#). La condition pour le faire, c'était de signer tou.te.s ensemble ou pas du tout, que tous les projets soient liés entre eux, et que ça soit fait en parallèle aux résistances sur le terrain et aux mobilisations. Les fiches incluent des projets « agricoles, culturels ou artisanaux » y compris les habitats, mais seuls les projets agricoles ont été étudiés.

Le montage des fiches a été fait dans l'urgence, et les personnes qui n'étaient pas présentes à l'assemblée ont été appelées individuellement avec un très court délai pour décider. Une petite dizaine de lieux ou de collectifs ont choisi de ne pas déposer de fiches, pour des raisons qu'elles détaillent [dans le texte « sans fiches »](#). Finalement, les démarches administratives ont pris pas mal de temps et d'énergie, alors qu'on a pas réussi à beaucoup s'organiser collectivement pour des actions.

Actions sur le terrain À la fin de la première semaine d'expulsions, on a organisé une manifestation de réoccupation le dimanche 15 avril. Il y avait 5 à 10 000 personnes qui ont réussi à passer ou à éviter les contrôles de flics pour venir. L'idée était de reconstruire à Gourbi, mais il semblait impossible même d'y aller à cause d'une grosse présence policière : des gens ont été arrêtés et blessés autour de la forêt de Rohanne. Dans l'après-midi il y a eu un mouvement plus organisé pour passer avec une partie de la structure par les champs. On est pas arrivés jusqu'au Gourbi, mais le fait de pousser ensemble faisait un sentiment de succès et une force collective non-négligeable. Le soir, beaucoup de gens ont amené la charpente à pied jusqu'à Gourbi. C'était un moment incroyable, même si on se doutait qu'elle serait détruite dès le lendemain.

Des personnes restent assez déçues par cette journée de réoccupation spectaculaire. Il y a eu beaucoup d'autres initiatives de reconstruction : à la Chèvrerie par exemple, des gens ont reconstruit et essayé de garder leur lieu. Elles ont d'ailleurs écrit [un texte à ce sujet](#).

Il y a eu d'autres moments pour reprendre ensemble l'espace, comme les deux dimanches de jeu grandeur nature, « Passe à l'Est », et « Cuill'Est ». « Passe à l'Est » était une journée de défis et de découvertes pour revenir dans l'est et réoccuper l'espace alors que les gendarmes mobiles étaient présents tout le long de la route et dans le quartier. « Cuill'Est », quelques semaines plus tard, avait pour but de sensibiliser des personnes à cette partie de la zone, pendant qu'elles faisaient des cueillettes de plantes médicinales et comestibles pour des stocks collectifs de la ZAD.

Les journées « repotager », tous les dimanches, recréent des jardins détruits autour de l'ancienne route de chicanes et à l'est, pour continuer de faire vivre ces endroits et ne pas abandonner cette partie de la ZAD, même si les cabanes se font détruire. Pour le moment il y a eu des remises en culture aux Planchettes, aux Planchouettes, et au Sabot, avec même une planche en forme de doigt d'honneur, dédicace spéciale à l'hélico qui volait très bas au dessus des jardiniers.

Deuxième vague d'expulsions Après la première vague d'expulsions, le gouvernement a fixé un ultimatum après son « comité de pilotage » du 14 mai pour ceux qui ne se sont pas « intégrés dans le cadre que l'État a proposé » (Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, 24 avril). Le 17 mai au petit matin, des

centaines de gendarmes passent les barricades à pied et encerclent la forêt de Rohanne. Ils expulsent et détruisent quatre lieux de vie proches de la forêt : la Châteigne, Puiplu, la Vosgerie et la Datcha. Le lendemain, elles attaquent simultanément le Domaine et le Phoenix dans le centre, Ker Terre et la Gare dans l'est, la Freuzière et la Tarte dans le grand ouest. La Pré Faily, visiblement oubliée sur les cartes des objectifs de la journée que le général qui commande l'opération communique chaque matin, est vraisemblablement incendiée par les gendarmes qui avaient bouclé le quartier. Entre une attaque éclair par 2000 gendarmes qui encerclent très rapidement leurs cibles et une faible mobilisation de notre côté, le bilan de ces deux jours d'opération policière est amer : tous les lieux qui n'étaient pas couverts par les fiches de « déclaration d'intention de projets » sont expulsés. Les maisons en dur, murées par les gendarmes sont démurées dans la foulée, puis réexpulsées. Elles ont même promis de revenir les détruire en prétendant qu'on les y oblige en réoccupant ! Le dimanche suivant, plusieurs centaines de personnes sont venues sur la ZAD pour divers chantiers, de la récup' de matos pour les reconstructions sur les lieux détruits au semis de sarrasin en passant par l'installation de dômes légers au Gourbi et toutes les autres activités qui se trouvent spontanément.

Et maintenant ? On ne sait pas trop où on en est maintenant. Il y a beaucoup d'épuisement et de conflits après des semaines d'expulsions et de présence policière. Mais il reste aussi pas mal de monde qui habitait déjà sur la ZAD ou qui est venu ce printemps et qui est déterminé à rester, à continuer à lutter et à construire quelque chose ici. Il y a encore des envies de garder un genre d'ensemble qui tient dans tout ça. Pour nombre d'entre nous, on veut continuer à défendre une zone où il y a de la place pour une diversité de positions sociales, de situations et d'opinions, un endroit où on est liés à d'autres luttes. Ces derniers temps, on a souvent l'impression de devoir choisir entre la peste et le choléra, mais on a encore des choses à essayer, avec tou.te.s ceux qui on envie.

Quelques occupant.e.s de la ZAD

Mai 2018

La ZAD est morte

J'y ai vu l'égoïsme de ceux se sentant à l'abri de toute expulsion, le mépris envers les personnes venues soutenir un projet, un rêve, car oui la candeur que nous avons réussi à préserver nous permet de rêver, de rêver d'un autre futur. Mais cette candeur vous l'avez tuée, anéantie, détruite. Tout comme les GM détruisent nos cabanes et essayent de mettre à mal nos ambitions .

J'y ai vu cette masse oligarchique bien pensante, s'exprimant d'une lympide parole narcissique et faussement humble qui prend le monopole en AG. AG dans lesquelles les petites gentes n'ont pas ou très peu le droit de s'exprimer car leurs codes sont différents des vôtres et qu'il n'est pas légitime pour une/un "touriste" d'exprimer son avis alors qu'un regard neuf sur une situation ne peut qu'apporter matière à réflexion.

Mais j'y ai aussi trouvé ce que j'y cherchais, loin de vous, aux abords d'une barricade ou d'une cabane, des moments de bienveillance, d'amour et de partage sans pareil. Ces personnes qui m'ont fait rester si longtemps et que j'ai eu du mal à quitter. Ces personnes qui m'ont énormément appris dans la détermination et dans la joie. Ces personnes qui sont dans l'acceptation. Avec qui j'ai pu être moi-même.

Il y a une question que je tiens tout de même à vous poser : Vous critiquez ces soutiens, ces pariats de votre société, car oui vous ne faites guère mieux que babylon lorsqu'il s'agit de stigmatiser une partie de la population. Mais qu'auriez vous fait si en 2012 nous n'avions pas été là ? Nous les "barricadier.e.s, black bloc, punks à chien" appelez-nous comme vous le souhaitez. Mais nous restons néanmoins votre chaire à canon, un outil dont vous usez à votre guise, que vous délaissez et méprisez par la suite. Mais vous oubliez une chose essentielle dans votre cheminement légaliste pro-térien. La ZAD n'est pas à vous elle est à toutes et à tous. Même si vous vous l'êtes appropriée, même si vous nous l'avez volée, même si vous, habitantes et habitants, vous vous sentez plus à même de décider et de gérer cet espace. Et quel beau management que de "négocier", si

L'on peut nommer cela ainsi, avec l'ennemi commun de toutes les composantes du mouvement, ce monstre étatique qui a mis en place les règles du jeu dans lesquelles vous excellez.

Je vous méprise autant que vous nous méprisez et je vous laisse dans la situation dans laquelle vous vous êtes engagés, tête baissée droit dans le mur! Je ne reviendrez plus dans cette zone. Gardez vos soutiens extérieurs qui sont si importants à vos yeux, faites des consensus absurdes, baissez votre froc', marchez avec la France, ça n'a plus d'importance! Le domaine de lutte est large, et je n'arrêterai pas de me battre. Mais je m'y refuse pour des fascistes qui vivent dans des lieux qu'ils se sont appropriés dès qu'ils n'en ont plus besoin.

Démerdez-vous, je vous emmerde, vous n'êtes et ne serez jamais la ZAD, vous avez abimé mes rêves de décroissance et de communauté. Mais l'espoir persiste et loin de vous nous créerons, partagerons et élargirons le domaine de lutte!

<https://zadresist.antirep.net/article137-La-ZAD-est-morte>

Suite à la signature de 15 conventions sur les terres de la zad et à propos des enjeux à venir

//// Communiqué de Copain 44, d'habitant.e.s de la zad, Acipa, Naturalistes en lutte

Aujourd'hui 15 conventions agricoles viennent d'être signées sur plus de 170 ha. Celles-ci concernent la majeure partie des terres que le mouvement a mises en culture pendant la lutte contre le projet d'aéroport. Elles se relient à la quasi totalité des lieux de vie encore debout. Ces conventions singulières continuent de se baser sur les liens tissés pendant la lutte et sur la perspective d'un horizon commun. L'implication dans chaque projet représente bien plus que les signataires individuels : nous partons toujours des connections entre chaque activité et de la dimension collective de leur mise en oeuvre.

Six des projets agricoles inscrits dans la démarche commune n'ont pas été jugés immédiatement "conventionnables". Quatre parce qu'ils concernaient des parcelles, considérées comme "conflictuelles". Deux autres parce que l'activité projetée sur les parcelles n'avait pas encore démarré au moment du comité de pilotage de mai. Le gouvernement s'est engagé aujourd'hui par écrit auprès des porteurs.euses de projets qui n'ont pas encore signé de convention à poursuivre leurs examens, à minima jusqu'au prochain comité de pilotage. Il n'est donc pas question que ceux-ci puissent être menacés d'expulsion d'ici là. Les conventions signées aujourd'hui ne sont qu'une étape vers la pérennisation des différentes activités, agricoles ou non et des lieux de vie sur la zad. Les défendre ensemble, y compris dans le cadre des négociations, a nécessité le maintien d'un niveau d'organisation collective et de solidarité qui a été en lui-même un combat. Ceci au vu de l'ampleur des pressions, destructions et stratégies de divisions à notre encontre dans ces derniers mois.

Un long chemin nous attend encore pour continuer à construire un avenir commun dans ce bocage avec ses divers usager.e.s. Au nombre des enjeux de ces prochains mois, nous devons nous mobiliser pour que les projets pour l'instant ajournés puissent bénéficier de conventions au plus vite. En ce sens, et sur l'ensemble du bocage nous nous mobiliserons pour que les terres préservées par la lutte aillent à de nouvelles installations plutôt qu'à l'agrandissement d'exploitations existantes. Nous souhaitons aussi trouver des possibilités pour que les bois et forêts de la zad restent des communs, pris en charge et enrichis par leurs usagers. C'est le sens, entre autre, du projet forestier « Abrakadabois » dont l'examen par la DRAAF n'a pas encore eu lieu. De manière générale, les enjeux naturalistes ont été pour l'instant très peu pris en compte par le comité de pilotage, même s'ils sont intégrés dans tous les projets que nous portons. Un autre champs de négociation devra s'ouvrir sur la question des habitats anciens ou auto-construits. Nous souhaitons à ce titre pouvoir engager des discussions avec les communes sur les sujets spécifiques qui les concernent. Des premiers contacts ont déjà été pris.

Par ailleurs, les conventions signées aujourd'hui - similaires à celles octroyées aux fermiers résistants historiques ou à ceux ayant accepté de laisser leur terres pour le projet d'aéroport - demeurent pour l'instant

extrêmement précaires. Nous voulons toujours travailler à des solutions y compris juridiques pour aller vers une gestion collective et stable des terres du bocage et des habitats de la zad par une entité commune issue du mouvement.

Ici comme en bien d'autres lieux, deux modèles s'affrontent et dessinent pour la planète des avenir qui divergent. L'un productiviste et marchand qui ne cesse d'entraîner la désertification rurale, la disparition des petites exploitations et la dégradation du vivant. L'autre basé sur le soin des communs, l'accès collectif à la terre et sur une paysannerie à plus petite échelle qui ne soit pas inféodée à l'industrie. Ce qui s'est construit en ce sens au fil des années sur la zad va bien au-delà de la question agricole. Ce sont d'autres formes plus solidaires de vie, d'activités, d'habitats ainsi que de proximité aux plantes et animaux avec qui nous partageons ce bocage. C'est pour cette ouverture des possibles que nous allons continuer à lutter.

Dans l'immédiat, cette étape doit signifier enfin la fin de la séquence des expulsions. Nous n'oublions pas les maisons détruites, les champs piétinés et les centaines de blessures parfois dramatiques qu'à occasionné l'opération militaire vengeresse que nous venons de vivre. Nous n'oublions pas non plus la solidarité et l'ensemble de gestes de soutien reçus de partout, mais nos plaies restent ouvertes. Les forces de gendarmerie doivent maintenant se retirer du bocage au plus vite. Ses habitant.e.s et ceux des alentours doivent pouvoir de nouveau circuler librement, reprendre les travaux des champs sans entrave et retrouver une certaine sérénité. Les enjeux pour l'avenir de ce territoire appelleront sans nul doute à de nouveaux rendez-vous au cours des semaines et mois à venir, ainsi qu'à converger avec d'autres combats.

— Liste de communication de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes. 06.95.06.81.49
zadcontactpresse@riseup.net

D81- Chicane de bitume ou dos d'âne ?

13:58

Lieux:

Ce communiqué ne représente pas l'ensemble des motivations des personnes ayant enlevé le béton ce soir là.

Ce jeudi 7 juin au soir, quelques personnes ont décidé d'enlever le bitume fraîchement réalisé sur la D81. Voilà depuis Janvier que le mouvement contre l'aéroport demande la mise en place de ralentisseur. Notamment à travers le "Communiqué du mouvement sur la D281, 20 janvier 2018"



signé par l'ensemble des composantes du mouvement contre l'aéroport. La préfète avait d'ailleurs déclaré publiquement qu'une circulation ralentie était à envisager sur ce tronçon qui est aussi une zone d'habitation dense et traversée. Comme la ZAD reste un lieu de vie et de passage, nous demandons la mise en place de ralentisseurs au niveau du "domaine", du carrefour de la saulce et sur la D281. Ces dernières années, plusieurs animaux ont déjà perdu la vie sur ces axes. Faire ce geste serait un signe d'apaisement dans le contexte actuel de la ZAD après les multiples destructions des lieux de vies. Afin que la préfète Naomie Klein tienne sa parole : tant qu'il n'y aura pas de dos d'âne, le bitûme sera chicane ! Quelques personnes de la ZAD